



PANORAMA DU TRAFIC DE COCAÏNE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Georges Berghezan



GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ



Avec le soutien de

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères

Direction de la coopération
au développement

Les activités du GRIP sont soutenues
financièrement par

le Ministère de la Région wallonne,



Wallonie



le Ministère de la Communauté française,
le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (ACTIRIS),
le Ministère des Affaires étrangères du Luxembourg,
le Ministère des Affaires étrangères de Belgique,
le Fonds Maribel Social

© Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
chaussée de Louvain, 467
B-1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Fax: (32.2) 245.19.33
Courriel: admi@grip.org
Site Internet: www.grip.org

Le Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
est une association sans but lucratif.

Sommaire

Introduction	5
I. Tendances générales	6
II. Aperçu du trafic par pays	8
Nigeria	8
Bénin	9
Togo	10
Ghana	11
Côte d'Ivoire	12
Liberia	13
Sierra Leone	14
Guinée	16
Guinée-Bissau	18
Sénégal	20
Gambie	21
Cap Vert	22
Mauritanie	24
Mali	26
Niger	30
Burkina Faso	31
III. Initiatives régionales de lutte contre la drogue	32
Plan de la CEDEAO	32
COCAIR	32
Initiative de Dakar	33
AIRCOP et CAAT	33
Conclusion	34

Introduction

Comme ailleurs dans le monde, diverses drogues illicites sont produites, transportées, vendues, achetées et consommées en Afrique de l'Ouest. Si la culture et la consommation de cannabis sont largement répandues, elles ont la caractéristique d'être relativement stables, en dépit d'une augmentation régulière constatée depuis plusieurs années. Le trafic d'héroïne reste assez marginal dans cette partie de l'Afrique, à l'exception du Nigeria. Par contre, certaines drogues synthétiques, dont la métamphétamine, sont produites dans un nombre grandissant de laboratoires clandestins ouest-africains, puis exportées, en particulier vers l'Extrême-Orient. Cependant, le trafic de drogue qui inquiète le plus les agences internationales et qui semble avoir le plus grand impact sur les événements sociopolitiques de la sous-région est sans conteste celui de la cocaïne, en pleine expansion depuis une décennie.

Aussi, après avoir livré les tendances générales du trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest, nous examinerons les évolutions de tous les pays de la sous-région (les 15 États-membres de la CEDEAO, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que la Mauritanie), en commençant par les treize pays côtiers (du Nigeria vers l'est et le nord) et en terminant par les trois pays enclavés. Enfin, nous donnerons un aperçu des efforts multilatéraux de lutte contre le trafic de drogue dans la sous-région.

Tendances générales

Cultivées essentiellement dans trois pays d'Amérique du Sud (Bolivie, Colombie, Pérou), les feuilles de coca sont transformées localement en cocaïne, ensuite exportée principalement vers l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale. Selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), bien qu'en déclin, le plus important de ces marchés demeure les États-Unis d'Amérique, absorbant annuellement environ 157 tonnes de cocaïne (soit 36 % du total mondial, estimation portant sur 2009). À la seconde place, mais en progression rapide, l'Europe occidentale et centrale en consomme 123 tonnes (28 % du total mondial disponible à la consommation). Quant à l'Afrique, elle consommerait moins de 5 % du total mondial, et environ 3 % si l'on se limite à l'Afrique occidentale et centrale¹.

Cependant, l'Afrique occidentale est devenue, à partir de 2004, une importante zone de transit pour le trafic destiné au marché européen. Entre 2005 et 2007, les saisies se sont multipliées en Afrique occidentale et au large de ses côtes. Arrivant d'Amérique du Sud surtout par la voie maritime, mais aussi par avion, la cocaïne gagne le continent à partir de deux pôles principaux : le premier comprenant les côtes de Guinée et de Guinée-Bissau, l'autre le Golfe du Bénin (au large du Ghana, du Togo, du Bénin et du Nigeria)². En outre, à partir de 2008, des livraisons aériennes à des pays non côtiers, essentiellement le Mali, ont été de plus en plus souvent évoquées.

Divers facteurs peuvent être avancés pour expliquer ce rôle nouveau de l'Afrique de l'Ouest. D'abord, citons le renforcement des contrôles dans les ports et aéroports européens sur les navires et avions arrivant d'Amérique du Sud. Il y a également, bien entendu, la situation géographique de la sous-région ouest-africaine, face au continent sud-américain et à moins de deux mille kilomètres du sud de l'Europe, où le nombre de cocaïnomanes ne cesse d'augmenter. Par ailleurs, le contexte « post-conflit » de plusieurs États de la CEDEAO, la prégnance de la corruption à de

nombreux échelons des forces de sécurité, de la justice et du monde politique de plusieurs pays, la faible rentabilité des activités économiques légales, dans un contexte de crise et de réduction de la demande, la diminution de l'aide au développement, sont d'autres facteurs ayant favorisé l'émergence et le développement du trafic des stupéfiants dans cette partie de l'Afrique.

Néanmoins, après quelques années de fortes augmentations, les quantités de drogue saisie ont fortement diminué entre 2007 et 2009, passant de 5,5 tonnes en 2007 à 2,6 tonnes en 2008 et moins d'une tonne en 2009 (chiffres de l'ONODC pour l'ensemble du continent)³. Notons pourtant que l'ancien Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, cite un volume de « presque 6.500 kg » de cocaïne saisie en 2009 en Afrique de l'Ouest⁴, sans citer ses sources ni ses méthodes de calcul. La tendance à la baisse a été confirmée par une nette diminution, à partir de 2008, du nombre de « mules » originaires de la sous-région interceptées par les douanes européennes. Selon l'ONUDC, la part de la cocaïne interceptée en Europe après avoir transité par l'Afrique de l'Ouest est passée de 25 % en 2007 à 13 % en 2009⁵.

Par ailleurs, le trafic de cocaïne (transit et consommation locale) aurait généré environ 800 millions USD de profits, soit 0,2 % du PIB de la zone « Afrique occidentale et centrale » en 2009⁶, et même aux environs de 900 millions USD, selon des chiffres plus récents⁷. En outre, entre 1 et 2 milliards de profits auraient été générés par la re-vente au détail en Europe par des gangs et individus originaires d'Afrique occidentale ou centrale, en majorité du Nigeria⁸.

Il serait prématuré de déduire de ces chiffres, basés essentiellement sur les saisies policières, que l'Afrique de l'Ouest est en train de perdre son rôle de plaque tournante des flux de cocaïne destinée à l'Europe. D'une part, des informations faisant état de transferts importants de cocaïne ont été

3. World Drug Report 2011, p. 112.

4. « Save West Africa from the drugs barons », *The Guardian (The Observer)*, 29/01/12, <http://www.guardian.co.uk/comment-isfree/2012/jan/29/kofi-annan-drugs-west-africa>.

5. World Drug Report 2011, p. 121.

6. World Drug Report 2011, p. 126.

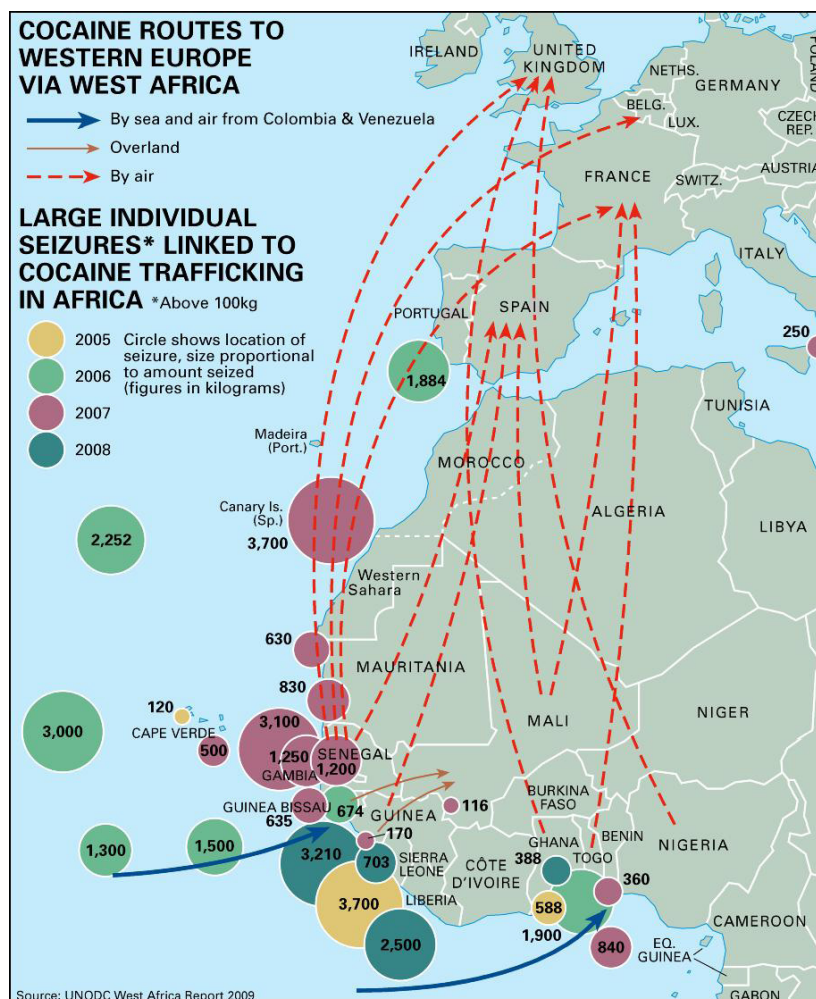
7. « Africa cocaine trade generates \$900M a year », *boston.com*, citant Associated Press, 22/02/12, http://articles.boston.com/2012-02-22/news/31087707_1_cocaine-trafficking-drug-trafficking-cartels.

8. World Drug Report 2011, p. 125 et 126.

1. World Drug Report 2011, UNODC, p. 119-120.

2. World Drug Report 2010, UNODC, p. 242.

Les routes et saisies de cocaïne en Afrique de l'Ouest, selon l'ONUDC



À noter que ce document date de 2009, juste avant le développement des trafics terrestres à travers le Sahara.

publiées depuis 2010, impliquant notamment la Gambie, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert et le Mali. D'autre part, certains indices laissent penser que les trafiquants ont surtout varié leurs méthodes de transport de leur marchandise, comme semble le montrer la découverte, au nord du Mali en décembre 2009, de l'épave d'un Boeing 727 ayant transporté une grande quantité de cocaïne. Selon un rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), publié en février 2012, « les trafiquants ont simplement modifié leur *modus operandi* et trouvé de nouvelles méthodes pour faire transiter la cocaïne par l'Afrique de l'Ouest en la dissimulant dans des conteneurs de fret maritime », ce que confirmerait « un nombre croissant de saisies importantes »⁹.

Si le trafic de cocaïne semble affecter tous les États d'Afrique occidentale, l'implication de chacun d'entre eux, en particulier de leurs milieux criminels, militaires et gouvernementaux, varie considérablement d'un pays à l'autre.

9. Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2011, ONU, février 2012, p. 49, <http://www.incb.org/incb/fr/annual-report-2011.html>.

Aperçu du trafic par pays

Nigeria

Le Nigeria est un point important de transit de la cocaïne exportée d'Amérique latine, principalement destinée à l'Europe.

Saisies

En juin 2006, aurait eu lieu au port de Lagos une des plus importantes saisies de drogue jamais effectuées en Afrique, portant sur plus de 14 tonnes de cocaïne en provenance du Pérou¹⁰. Cependant, certains doutes subsistent sur la véritable nature de la cargaison confisquée : si les autorités nigérianes, en particulier la *National Drug Law Enforcement Agency* (NDLEA), affirmaient qu'il s'agissait bien de cocaïne, la *Drug Enforcement Administration* (DEA, États-Unis) déclarait que les échantillons qu'elle a analysés n'en contenaient pas¹¹. Selon toute vraisemblance, la cocaïne était dissimulée au milieu de sacs de ciment blanc, voire que les deux substances étaient mélangées.

Une autre importante saisie, moins controversée, a eu lieu le 26 juillet 2010, également dans un navire mouillant au port de Lagos : 450 kg ont été confisqués et plusieurs personnes, dont un douanier nigérian et deux hommes d'affaires d'origine chinoise, ont été arrêtées. Avant d'arriver à Lagos, le navire était parti du Chili et avait fait escale au Pérou et en Bolivie, puis au port d'Anvers (Belgique)¹². Le 8 juillet 2011, cette affaire a connu son épilogue, avec la condamnation d'un Taïwanais à 30 ans de prison et d'un Chinois à 15 ans. Trois Nigériens, également inculpés, ont été acquittés¹³.

10. « Security agents impound N12b cocaine in Lagos », *Online Nigeria*, 12/06/06, <http://nm.onlinenigeria.com/templates/default.aspx?a=7505&template=print-article.htm> & « Nigeria: 14.2 Tons of Cocaine Seized in Lagos », *The Drugspot*, 14/06/06, <http://drugnewsvault.blogspot.com/2006/06/nigeria-142-tons-of-cocaine-seized-in.html>.

11. World Drug Report 2008, p. 79.

12. « NDLEA intercepts 450kg of cocaine from the Americas », *Nigerians Abroad*, 27/07/10, <http://nigeriansabroadlive.com/ndlea-intercepts-450kg-of-cocaine-from-the-americas/> & « Le Nigeria reste un point névralgique pour le trafic de drogue », Blog de Christophe Champin (*RFI*), 19/01/11, <http://afrique-droque.blogs.RFI.fr/article/2011/01/19/le-nigeria-reste-un-point-nevralgique-pour-le-traffic-de-droque>.

13. « Court convicts Taiwanese, Chinese for importing 450kg

Encore plus récemment, le 13 janvier 2011, toujours au port de Lagos, la NDLEA, en collaboration avec la DEA, a découvert et saisi 110 kg de cocaïne dans un navire transportant du matériel de construction provenant de Bolivie¹⁴.

Crime organisé

L'emprise du crime organisé nigérian s'étend bien au-delà des frontières du pays. La majorité des passeurs de cocaïne arrêtés aux frontières des États d'Afrique de l'Ouest sont de nationalité nigériane, une proportion qu'il faut bien entendu mettre en parallèle avec le fait que le Nigeria représente plus de la moitié de la population de la sous-région (162 millions de Nigériens sur un total de 307 millions d'Africains de l'Ouest¹⁵).

Les deux principaux pôles d'arrivée maritime de cocaïne en Afrique de l'Ouest, le Golfe du Bénin et les eaux au large de la Guinée et de la Guinée-Bissau, seraient aux mains de gangs nigériens¹⁶. Ceux-ci se seraient approprié la plus grosse partie des 3,2 milliards USD de chiffre d'affaires réalisé grâce à la drogue en 2009 sur le continent africain¹⁷. En mai 2010, un important boss nigérian de la drogue, Chigbo Peter Umeh, a été arrêté au Libéria alors qu'il négociait le transit de plusieurs tonnes de cocaïne par ce pays¹⁸ (voir « Liberia », *infra*). Extradé aux États-Unis, sous prétexte qu'une partie de la drogue devait y être réexportée¹⁹, il a été condamné, le 28 juillet 2011 par une cour de Manhattan à 30 ans de prison, pour avoir « conspiré à importer de la cocaïne aux États-Unis »²⁰. Notons également que, selon

cocaine », *Security Alert with Jide*, 8/07/11, <http://babajideallibalogun74.blogspot.com/2011/07/ndlea-boss.html>.

14. NDLEA, communiqué de presse du 15/01/11, <http://www.ndlea.gov.ng/v1/?q=content/usdea-ndlea-uncovers-another-cocaine-haul-lagos-0> & « Le Nigeria reste un point névralgique pour le trafic de drogue », *op. cit.*

15. Chiffres portant sur 2010, repris dans Wikipedia, http://fr.wikipedia.org/wiki/Afrique#C3.89tats_d.27Afrique_de_l.27Ouest.

16. World Drug Report 2010, p. 242.

17. World Drug Report 2011, p. 84.

18. « Un important réseau de narco trafic démantelé entre les États-Unis et le Liberia », *RFI*, 3/06/10, <http://www.RFI.fr/afrique/20100603-important-reseau-narco-traffic-demantele-entre-etats-unis-le-liberia>.

19. « Comment se prépare (et échoue) une livraison record de cocaïne entre l'Amérique du Sud et l'Afrique », Blog de Christophe Champin (*RFI*), 3/08/11, <http://afrique-droque.blogs.RFI.fr/article/2011/08/03/comment-se-prepare-et-echoue-une-livraison-record-de-cocaine-entre-l-amerique-du-sud-et-l-afrique>.

20. United States Attorney, Southern District of New York, Press release, 28/07/11,

les autorités nigérianes, la moitié de la cocaïne ayant transité en 2009 par leur pays aurait eu les États-Unis comme destination finale²¹.

En outre, le crime organisé nigérian est actif dans plusieurs pays d'Europe. En Italie, par exemple, il collaborerait avec les mafias locales, en particulier la *Ndrangheta* calabraise. Selon la NDLEA, la majorité des voyageurs arrêtés en possession de drogue à l'aéroport international de Lagos en 2010 avaient l'Italie pour destination²². Ainsi, en octobre 2011, un Nigérian a été arrêté avec pas moins de 1,4 kg de cocaïne dans son estomac²³. De manière générale, la majorité des Africains arrêtés en Europe pour trafic de cocaïne étaient Nigériens : ils représentaient, par exemple, 16 % de l'ensemble des personnes arrêtées pour cette raison en France en 2006, 5 % en Allemagne et 3 % en Italie en 2008²⁴.

Corruption

Comme dans d'autres pays de la région, la lutte contre le trafic de drogue est handicapée depuis de nombreuses années par un niveau élevé de corruption au sein des services de sécurité nigériens et de la NDLEA²⁵. En 2007, pas moins de 66 agents de la NDLEA ont été démis pour cause de corruption²⁶. En juin 2010, l'ancien président de la NDLEA, Alhaji Bello Lafajai, a été condamné à 16 ans de prison pour « abus de pouvoir et conspiration » par un Tribunal de Lagos, tandis qu'un de ses assistants écopiait de 7 ans de prison. Les deux hommes avaient notamment reçu de l'argent pour faire libérer des narcotrafiquants²⁷.

<http://www.justice.gov/usao/nys/pressreleases/July11/ume-hchigbopetersentencingpr.pdf>.

21. World Drug Report 2011, p. 113.

22. « Trafic de cocaïne : les Nigériens tissent leur toile en Italie dans l'ombre de la mafia », Blog de Christophe Champin (*RFI*), 7/11/11, <http://afriquedroque.blogs.RFI.fr/article/2011/11/07/trafic-de-cocaine-les-nigeriens-tissent-leur-toile-en-italie-dans-lombre-de-la-ma>.

23. « Italy-based Nigerian 'caught' with cocaine », *The Nation (Lagos)*, 7/10/2011, <http://www.thenationonline.net/2011/index.php/newsextra/22067-italy-based-nigerian-%E2%80%98caught%E2%80%99-with-cocaine.html>.

24. World Drug Report 2010, p. 90 & 91.

25. « National Drug Law Enforcement Agency », *Global Security*, <http://www.globalsecurity.org/intell/world/nigeria/ndlea.htm>.

26. « Nigeria: Corruption - NDLEA Dismisses 66 Workers », *This Day (Lagos)*, 1/03/07, <http://allAfrica.com/stories/200703020042.html>.

27. « Ex-NDLEA boss, Lafajai, aide jailed 23 years for corruption », *Nigerian Tribune*, 22/06/10, <http://www.nairaland.com/nigeria/topic-467026.0.html>.

Cependant, selon l'ONUDC, les autorités auraient pris conscience du problème et seraient en train de mener une campagne efficace pour faire reculer la corruption multiforme qui gangrène le pays²⁸.

Bénin

Comme d'autres pays de la sous-région, le Bénin serait devenu une « plaque tournante » du trafic de drogue. Le pays a été le théâtre d'importantes saisies et affaires liées au trafic de cocaïne ces dernières années.

Saisies et condamnations

En juillet 2006, 100 kg de cocaïne ont été trouvés au domicile d'un ancien ministre des Finances et de l'Économie²⁹. En août 2007, 350 kg de cocaïne ont été confisqués au cours d'une opération qui a coûté la vie à deux trafiquants ghanéens. Mais toute la drogue saisie n'a pas été déclarée et 20 à 25 kg auraient été détournés par des officiers de police. Quatorze d'entre eux ont été arrêtés³⁰.

En avril 2011, la police a saisi 200 kg de cocaïne qui venaient d'arriver au port de Cotonou à bord d'un cargo pakistanais³¹. Le mois suivant, ce sont plus de 400 kg de la même substance qui ont été confisqués au Port de Cotonou par la police³². Cette dernière affaire a entraîné plusieurs arrestations : deux convoyeurs et le destinataire, un homme d'affaires béninois, se sont retrouvés sous les verrous, mais aussi trois auxiliaires de justice qui avaient cru réaliser un profit facile en subtilisant une partie

28. « Nigeria's corruption busters », UNODC, 20/11/09, <http://www.unodc.org/unodc/en/frontpage/nigerias-corruption-busters.html> & « Anti-Corruption Climate Change: it started in Nigeria », discours du directeur exécutif de l'ONUDC, Abuja, 13/11/07, <http://www.unodc.org/unodc/en/about-unodc/speeches/2007-11-13.html>.

29. « De la cocaïne chez un ancien ministre », *RFI*, 25/07/06, http://www.RFI.fr/actu/fr/articles/079/article_45254.asp.

30. Illegal Drug Trade in Africa: Trends and U.S. Policy, Congressional Research Service, 2009, <http://www.fas.org/srgp/crs/row/R40838.pdf>.

31. « Trafic de stupéfiants : 200 kg de cocaïne découverts hier dans un conteneur », *L'@raignée presse*, 19/04/11, citant « Journal Le Matinal » du même jour, <http://www.laraignee.org/modules.php?name=News&file=print&sid=8687>.

32. « Lutte contre le narcotrafic : D'importants kg de cocaïne interceptés », *L'@raignée presse*, 8/06/11, citant « Journal Le Matinal » du même jour, <http://www.laraignee.org/modules.php?name=News&file=print&sid=9228>.

de la marchandise saisie et en la remplaçant par de la farine de maïs³³ !

Cette anecdote est révélatrice de l'implication de nombreux fonctionnaires et responsables béninois dans le trafic de drogue. Des diplomates, des employés de la justice, des membres des hiérarchies militaire et policière auraient eu un rôle actif dans de nombreuses affaires. Une fois révélées, elles ont souvent été étouffées ou, en cas de recours aux tribunaux, les peines dont ont écopé leurs auteurs ont été particulièrement légères³⁴.

D'autre part, en mars 2008 à Lausanne (Suisse), un réseau de trafiquants s'approvisionnant à Cotonou a été démantelé. Dans le cadre de cette affaire, une sexagénaire suisse a avoué avoir transporté, entre 2006 et 2008, un total de 82 kg de cocaïne à l'occasion de 17 voyages au Bénin et, semble-t-il, dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Au Bénin, un notable local, au cœur du trafic, aurait ensuite été arrêté et condamné³⁵. En Suisse, deux Africains, reconnus coupables d'avoir dirigé le réseau, ont été condamnés par la Cour d'assises de Genève à 11 et 13 ans de prison, tandis que les aveux de la ressortissante helvète lui ont valu de ne se voir infliger qu'une peine de 8 ans de prison³⁶.

Mesures antidrogue

Face à la relative inefficacité des services antidrogue béninois, le Groupe de Dublin, rassemblant les principaux bailleurs de fonds internationaux dans le domaine de la lutte contre la drogue (États membres de l'Union européenne, États-Unis, Canada, Japon, Norvège...) a menacé, lors de sa réunion du 23 août 2011 à Cotonou, d'arrêter toute aide internationale tant que le pays ne lutterait pas

plus efficacement contre les trafics de drogue. Il est notamment exigé qu'il applique les lois existantes, qu'il déploie suffisamment de moyens matériels et humains sur le terrain et qu'il détruise systématiquement les cargaisons de drogue saisies³⁷. Sur ce dernier point, signalons cependant que, à la fin juillet 2011, les autorités ont incinéré 405 kg de cocaïne et 200 kg d'héroïne³⁸.

Enfin, à la suite de la plainte, le 15 décembre 2011, de la DEA contre plusieurs sociétés libanaises, accusées d'avoir blanchi près d'un demi-milliard d'argent de la cocaïne au bénéfice du Hezbollah, parti libanais figurant, aux États-Unis, sur la liste des groupes terroristes³⁹, les autorités béninoises ont décidé, le 18 janvier 2012, d'expulser du pays le groupe Elissa, appartenant au Libanais Ali Mohammed Karroubi, et spécialisé dans la vente de véhicules d'occasion⁴⁰.

Togo

Saisies

Au Togo, une des affaires les plus anciennes remonte à juillet 2004, quand un remorqueur sous pavillon togolais a été intercepté au large du pays, mais dans les eaux internationales, par la marine française qui y a saisi 374 kg de cocaïne. En octobre 2008, 500 kg ont été saisis près du port de Lomé et 8 Colombiens ont été arrêtés. Un d'entre eux a été extradé aux États-Unis⁴¹.

Selon le colonel Latta Gnana Dokissime, ministre togolais de la Sécurité et de la Protection civile, 629 kg de « poudre » ont été saisis entre 2008 et la mi-2011⁴². On ignore si ce total incluait

33. « Des auxiliaires de justice, volent une partie de la drogue saisie en la substituant par la farine de maïs », *Le Post*, 25/06/11, http://www.lepost.fr/article/2011/06/25/2533015_des-auxiliaires-de-justice-volent-une-partie-de-la-drogue-saisie-en-les-substituant-par-la-farine-de-mais.html.

34. « Selon La Lettre du Continent N° 619 de ce jour : le Bénin, plaque tournante confirmée du trafic de drogue », *La Nouvelle Tribune (Cotonou)*, 22/09/11, http://www.lanouvelletribune.info/index.php?option=com_content&view=article&id=9177:selon-la-lettre-du-continent-n-619-de-ce-jour--le-benin-plaque-tournante-confirmer-du-traffic-de-drogue-&catid=27&Itemid=43.

35. « Une mamie bourrait ses valises de cocaïne », *Tribune de Genève*, 9/03/10, <http://www.tdg.ch/geneve/actu/mamie-bourrait-valises-cocaine-2010-03-08>.

36. « Trafic de cocaïne: le cerveau écope de 13 ans, la «mamie» de 8 ans », *Romandie News*, 11/03/10, http://www.romandie.com/infos/ats/display2.asp?page=20100311104237670172019048000_brf021.xml.

37. « Bénin : les militaires font parler la poudre blanche », *La Lettre du Continent* n° 619, 22/09/11, <http://www.africaintelligence.fr/LC-archives/2011/09/22/num=619>.

38. « Bénin : 605 kg de drogue «dures» détruits », *Xinhua*, 25/07/11, http://french.news.cn/afrique/2011-07/26/c_131008939.htm.

39. « Plainte aux États-Unis pour blanchiment contre des établissements libanais liés au financement du Hezbollah », Blog de Christophe Champin (*RFI*), 15/12/11, <http://afriquedrogue.blogs.RFI.fr/article/2011/12/16/plainte-aux-etats-unis-pour-blanchiment-contre-des-etablissements-libanais-lies-a>.

40. « Elissa Group et Yamen expulsés du Bénin pour trafic de drogue et blanchiment d'argent », Le Blog de Aymard, 22/01/12, <http://aymard.wordpress.com/>.

41. *Illegal Drug Trade in Africa: Trends and U.S. Policy*, op. cit.

42. « 629 kg de cocaïne et 2.651 kg de cannabis saisis sur la période 2008-2011 au Togo », *Afriquinfos*, 26/06/11, citant *Xinhua*, <http://www.Afriquinfos.com/articles/2011/6/26/togo-180969.asp>.

les 192 kg de cocaïne, en provenance du Brésil, qui venaient d'être confisqués au port de Lomé, entraînant l'arrestation d'un trafiquant nigérian et de son acolyte togolais⁴³. Quelques années plus tôt, en 2007, les autorités togolaises assuraient que pas un gramme de cocaïne n'entrait sur leur territoire par la voie maritime et que, si cocaïne il y avait dans le pays, elle était arrivée par la voie terrestre, à partir du Bénin, du Ghana et de la Guinée⁴⁴.

Liaisons présidentielle suspectées

Plus inquiétant encore, on évoque des liens entre narcotrafiants, de hauts officiers des forces armées togolaises et des membres de la famille du président, Faure Gnassingbé⁴⁵. Dans un entretien avec l'ambassadeur états-unien en poste à Lomé, dont le compte-rendu a été publié par *Wikileaks*, le président déclare qu'il n'y a pas de volonté politique, au Togo et en général en Afrique de l'Ouest, de lutter contre le trafic » de drogue et semble reconnaître qu'un de ses frères, qu'il ne nomme pas, est impliqué dans ce trafic⁴⁶.

Ceci n'a pas empêché le Premier ministre togolais, Gilbert Fossoun Hounbo, d'appeler, dans un discours à l'Assemblée générale des Nations unies prononcé le 24 septembre 2011, à davantage de coopération internationale dans la lutte contre le trafic de drogue, ainsi que contre la piraterie⁴⁷.

Ghana

Saisies

D'importantes saisies de cocaïne ont été réalisées au Ghana au cours des dernières années. En janvier 2004, des agents du *Narcotics Control Board* (NACOB, service antidrogue ghanéen), en collaboration avec les douanes britanniques et la police espagnole, ont saisi une tonne de cocaïne

dans une villa proche d'Accra et arrêté quatre Britanniques, deux Ghanéens et un Allemand⁴⁸. Selon d'autres sources, la quantité de cocaïne saisie ne serait que de 674 kg ; elle aurait été larguée par un avion dans les eaux territoriales ghanéennes, puis récupérée par un bateau de pêche ; elle aurait été destinée au marché britannique⁴⁹.

En juillet 2005, la marine espagnole a saisi 3 tonnes de cocaïne sur un navire ghanéen⁵⁰. En mai 2006, au Ghana-même et en une prise unique, 1,9 tonnes ont été confisquées⁵¹, représentant largement plus de la moitié de la cocaïne saisie cette année sur tout le continent. En 2008, c'est aussi au Ghana qu'ont été faites les plus importantes saisies annuelles d'Afrique, avec un total de 841 kg⁵². Signalons encore la saisie de 71,4 kg de cocaïne en mai 2009, dans un container censé transporter du chewing gum et arrivé d'Équateur à Tema, le principal port ghanéen⁵³.

Complicités en haut lieu

L'importance acquise par le trafic de drogue au Ghana semble être liée à l'attitude des autorités et des organes chargés de lutter contre le phénomène. En avril 2006, un chalutier ghanéen, suivi par la marine britannique, est arrivé à Tema, le principal port du pays. Malgré les demandes des Britanniques, les autorités ghanéennes ont attendu six jours avant de fouiller le navire, n'y trouvant que 30 kg de cocaïne. Une commission d'enquête ghanéenne, mise en place afin d'établir les raisons de la lenteur de réaction des autorités, a établi que le navire avait transporté environ 2,3 tonnes de cocaïne⁵⁴.

Selon un câble de *Wikileaks*, émanant de l'ambassade des États-Unis et daté de décembre 2007, le Gouvernement ghanéen « ne fournit pas les res-

48. « One tonne of cocaine seized in Ghanaian capital », *afrol News* (AON), 7/01/04, <http://www.afrol.com/articles/10720>.

49. « Ghana : Grosse saisie de cocaïne d'une valeur de 145 millions de dollars », IRIN, 8/01/04, <http://www.irinnews.org/fr/ReportFrench.aspx?reportid=63576>.

50. Cocaine trafficking in Western Africa, October 2007, UNODC, p. 6.

51. Cocaine trafficking in Western Africa, October 2007, UNODC, p. 5 & international Narcotics Control Board, Report 2006, p. 38.

52. World Drug Report 2011, p. 113.

53. « Viewing cable 09ACCRA619, Ghana President Leads Fight Against Narcotics », 29/06/11, Wikileaks, <http://wikileaks.org/cable/2009/06/09ACCRA619.html>.

54. Le trafic de drogue comme menace à la sécurité en Afrique de l'Ouest, ONUDC, *op. cit.*, p. 12-13.

43. « Togo : importantes saisies de drogue », *RFI*, 26/06/11, <http://www.RFI.fr/afrique/20110626-importantes-saisies-dro-gue-togo>.

44. Le trafic de drogue comme menace à la sécurité en Afrique de l'Ouest, ONUDC, octobre 2008, <http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Studies/Drug-Trafficking-West-Africa-French.pdf>, p. 26.

45. Mouvement pour un Togo nouveau, 9/09/11, <http://mtn-togo.org/?p=825>.

46. Wikileaks, câble daté du 14/01/09 et publié le 30/08/11, <http://www.wikileaks.org/cable/2009/01/09LOME14.html>.

47. « Le Togo appelle à plus de coopération contre le trafic de drogue et la piraterie », Centre d'actualités, ONU, 24/09/11, <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=26438>.

sources nécessaires pour s'attaquer au problème et, parfois, ne semble pas avoir la volonté politique de poursuivre les principaux barons de la drogue »⁵⁵. En outre, de même source, un programme d'assistance du Gouvernement britannique, destiné à renforcer les capacités de la douane ghanéenne, *Operation Westbridge*, aurait été mis à mal par les agents du NACOB chargés de le mettre en œuvre : de l'équipement de détection (scanners...) aurait été saboté et des trafiquants de drogue auraient été prévenus afin d'éviter des contrôles à l'aéroport international d'Accra⁵⁶. Toujours selon un câble de l'ambassade des États-Unis, révélés par *Wikileaks*, le président ghanéen, John Atta-Mills, aurait demandé en 2009 à un haut responsable des douanes britanniques de surveiller son propre entourage dans le salon présidentiel de cet aéroport⁵⁷. Enfin, selon un autre câble, datant de 2007, et citant un ancien ambassadeur des Pays-Bas à Accra, un des prédécesseurs d'Atta-Mills, Jerry Rawlings, aurait été un consommateur compulsif de cocaïne⁵⁸.

Initiatives concrètes

Ayant pris ses fonctions au début 2009, le président Atta Mills semble avoir tout de suite pris conscience de la nécessité de « faire le ménage » dans son administration en ce qui concerne la lutte contre la corruption et le trafic de drogue. C'est en tout cas ce qu'affirme une communication entre l'ambassade des États-Unis d'Accra et le Département d'État, relevant que diverses initiatives concrètes ont été prises, comme la construction, grâce à un financement des États-Unis, d'une chambre forte au QG de la police afin d'éviter la

disparition de la drogue saisie⁵⁹. Et, dans le rapport de l'OICS portant sur 2010, il est constaté que le « Ghana a profondément restructuré son service national de détection et de répression des infractions liées à la drogue », se traduisant par une augmentation sensible des saisies⁶⁰.

Côte d'Ivoire

Rares saisies et petit trafic

Peu de données sont disponibles sur la Côte d'Ivoire. Selon l'ONUDC, aucune saisie importante de cocaïne (plus de 100 kg) n'a été rapportée entre 2005 et janvier 2011⁶¹. Cependant, en Europe, des affaires de « petit trafic » impliquant la Côte d'Ivoire sont régulièrement mises à jour⁶².

Par ailleurs, dans diverses villes ivoiriennes, notamment Abidjan et Abengourou, existent d'importantes communautés de toxicomanes⁶³, consommant notamment de la cocaïne, souvent coupée ou mélangée à d'autres drogues. Ce phénomène a entraîné le développement de « fumoirs », lieux semi-clandestins où sont vendus et consommés cocaïne, cannabis et d'autres drogues.

Inconnues sur la politique du nouveau gouvernement

Certaines informations laissent penser que le nouveau gouvernement, arrivé au pouvoir en avril 2011 après la victoire militaire des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) d'Alassane Ouattara, épaulées par l'armée française et une force de l'ONU, a décidé de combattre le phénomène des fumoirs, dont un certain nombre a été fermé au cours des derniers mois⁶⁴. En août 2011,

55. « US embassy cables: Ghana 'lacks political will' to go after drug barons », *The Guardian*, 14/12/10, <http://www.guardian.co.uk/world/us-embassy-cables-documents/135389>.

56. « Ghana-- Update On Counter-narcotics Activities », date du 5/08/08, <http://www.cablegatesearch.net/cable.php?id=08ACCRA1005>, & « WikiLeaks cables: Ghanaian police 'helped drug smugglers evade security' », *The Guardian*, 14/12/10, <http://www.guardian.co.uk/world/2010/dec/14/us-embassy-cables-ghana-airport-drugs>.

57. « WikiLeaks cables: UK's anti-drugs fight in Ghana 'beset by corruption' », *The Guardian*, 14/12/10, <http://www.guardian.co.uk/world/2010/dec/14/wikileaks-corrupt-ghana-police-drugs> & « US embassy cables: Ghana president wanted his entourage checked for drugs », *The Guardian*, 14/12/10, <http://www.guardian.co.uk/world/us-embassy-cables-documents/234015>.

58. « New Ghana WikiLeaks Revelations: Ghana's former President was a drug addict », *Myweku*, 9/05/11, <http://www.myweku.com/forum/politics/446-new-ghana-wikileaks-revelations-ghanas-former-president-drug-addict.html>.

59. « Viewing cable 09ACCRA619, Ghana President Leads Fight Against Narcotics », *op. cit.*

60. Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2010, p. 54-55, <http://www.incb.org/incb/fr/annual-report-2010.html>.

61. WORLD DRUG REPORT 2011, p. 124.

62. Voir par exemple « Coke en stock entre Abidjan et Marseille », *LaProvence.com*, 7/02/10, <http://www.laprovence.com/article/region/coke-en-stock-entre-abidjan-et-marseille>.

63. « Abidjan : Au cœur du monde de la drogue », blog d'André Silver Konan, 12/08/10, <http://andresilverkonan.over-blog.com/article-abidjan-au-coeur-du-monde-de-la-droque-55279603.html> & « Abengourou : 59 % des jeunes s'adonnent à la drogue », *fratmat.info*, 28/06/11, http://www.fratmat.info/index.php?option=com_content&view=article&id=8821:abengourou-59-des-jeunes-sadonnent-a-la-droque&catid=37:societe.

64. « Côte d'Ivoire: Méagui - Les FRCI détruisent quatre fumoirs et mettent aux arrêts six bandits », *allAfrica*, citant *Fraternité Matin (Abidjan)* du 27/07/11,

on a appris qu'au moins 2 tonnes de cocaïne et de cannabis, saisies quelques jours plus tôt, avaient été publiquement incinérées à Bouaké et que 227 trafiquants avaient été arrêtés⁶⁵.

Il semble toutefois également que les FRCI comptent non seulement une proportion non négligeable de toxicomanes et usagers des fumoirs dans leurs rangs⁶⁶, mais aussi que diverses factions des ex-rebelles participent activement au trafic de drogue⁶⁷ et se partagent le contrôle et les profits issus de ces fumoirs, n'hésitant pas à recourir aux armes pour imposer leurs intérêts⁶⁸.

Si les nombreuses années d'instabilité, couplées à une politique de sanctions et de surveillance internationales, ont pu mettre la Côte d'Ivoire à l'abri du gros trafic international, il est encore trop tôt, d'une part, pour savoir si l'intérêt des narcotrafiquants pour le pays est en train de croître et, d'autre part, pour évaluer la politique du nouveau gouvernement en matière de lutte contre la drogue.

Liberia

Si peu de saisies de cocaïne ont été effectuées sur le territoire libérien, il en va autrement si l'on considère la grande flotte de navires immatriculée dans ce pays et dont une partie est impliquée dans le trafic de drogue.

Un pavillon parfois compromis

Ainsi, en janvier 2008, à quelque 500 km au large de Monrovia, un bâtiment de la marine nationale française a arraisonné un bateau de pêche battant pavillon libérien et dont l'équipage – composé de marins ghanéens – venait de jeter des

bidons contenant près de 2,5 tonnes de cocaïne. Le navire, l'équipage et la drogue ont été remis aux autorités libériennes⁶⁹. En juillet 2011, dans le port de Dunkerque (France), ce sont plus de 250 kg de cocaïne qui ont été découverts à bord d'un cargo transportant du charbon, battant pavillon libérien et arrivant du Venezuela. Plusieurs arrestations ont été effectuées, mais l'équipage a été laissé en liberté. La drogue n'était apparemment pas destinée au marché français⁷⁰.

Trafiants piégés

L'affaire impliquant le Liberia ayant probablement fait le plus parler d'elle est l'opération de la DEA ayant abouti à la condamnation par un tribunal de New York, en juillet 2011, du chef de gang nigérian Chigbo Peter Umeh à 30 ans de prison, ainsi que d'un pilote russe, Konstantin Yaroshenko, ayant lui écopé de 20 ans de prison. L'affaire avait débuté en 2007, quand des envoyés de narcotrafiquants latino-américains s'étaient rendus au Liberia en quête d'une base opérationnelle pour des envois de cocaïne. Puis, en mai 2009, Umeh, accompagné du narcotrafiquant colombien Jorge Ivan Salazar Castano, s'est rendu au Liberia, où les deux hommes ont rencontré deux personnalités du gouvernement libérien, dont le directeur de la *Republic of Liberia National Security Agency* (RLNSA), qui est également fils de la présidente Ellen Johnson Sirleaf. Diverses rencontres ont eu lieu dans les jours et les mois suivants, au cours desquelles des plans ont été échaudés. Umeh s'est livré à diverses confidences sur ses activités passées et ses projets ; il a déclaré notamment que ses partenaires colombiens voulaient récupérer le bateau de pêche arraisonné par la marine française en janvier 2008. Il a également recruté Konstantin Yaroshenko, qui aurait donné son accord pour transporter la cocaïne de Colombie ou du Venezuela jusqu'au Liberia, puis du Liberia au Ghana. Ce qu'Umeh ignorait, c'est que les deux officiels qu'il avait promis de grassement rémunérer pour

<http://fr.allAfrica.com/stories/201107271350.html> & « Descente de policiers dans des fumoirs à Abobo : Échange de tirs entre drogués et forces de l'ordre », Libérez Gbagbo, 13/04/12, http://liberezgbagbo.com/index.php?option=com_content&view=article&id=3766:descente-de-policiers-dans-des-fumoirs-a-abobo--echange-de-tirs-entre-drogués-et-forces-de-lordre&catid=36:patriote

65. « 2 tonnes de drogue incinérées à Bouaké, 27 trafiquants arrêtés », *Afriqinfos*, 27/08/11, citant *Xinhua*, <http://www.Afriqinfos.com/articles/2011/8/27/cotedivoire-185686.asp>.

66. « Descente de policiers dans des fumoirs à Abobo : Échange de tirs entre drogués et forces de l'ordre », *op. cit.*

67. « 10 mois après l'installation au pouvoir de leur parrain : Les Frci menacent gravement Ouattara », *ivorian.net*, citant *Notre Voie*, 11/02/12, <http://actualite.ivorian.net/?p=6680>.

68. « Guerre de la drogue entre FRCI : 3 portés disparus », *abidjanTV.net*, 28/09/11, <http://www.nouvelles.abidjanTV.net/actualite.php?id=6662-cote-d-ivoire-guerre-de-la-droque-entre-frci-3-portes-disparus.html>.

69. « Interception d'un navire transportant de la drogue au large de l'Afrique », Préfecture maritime de l'Atlantique, 30/01/08, <http://www.premar-atlantique.gouv.fr/actualite/communiqués/2008/1/30-1.html>.

70. « Près de 260 kg de cocaïne saisis sur un bateau libérien à Dunkerque », *Le Phare dunkerquois*, 21/07/11, http://www.lepharedunkerquois.fr/actualite/Faits_Divers/Faits_Divers/2011/07/21/pres-de-260-kg-de-cocaine-saisis-dunkerque.shtml.

leur collaboration étaient en liaison étroite avec la DEA...

À la fin mai 2010, sept membres du réseau, dont Umeh et Yaroshenko, ont été arrêtés à Monrovia et extradés aux États-Unis. L'implication de la DEA et l'extradition aux États-Unis ont été justifiées par le fait qu'une petite partie de la cocaïne en transit en Afrique de l'Ouest (il aurait été question d'un total de 4 tonnes) aurait dû être réexportée vers les États-Unis⁷¹. Cependant, au cours de leur procès à New York, les accusés ont vivement nié avoir eu l'intention d'alimenter le marché nord-américain. Le jury a été partiellement sensible à cet argument, puisque deux accusés, de nationalité ghanéenne, ont été acquittés⁷². Les autorités consulaires russes se sont émues du verdict à l'encontre de Yaroshenko, condamné pour la seule intention de commettre un crime et, selon elles, sans rapport direct avec les États-Unis⁷³. Au vu des informations disponibles, les charges à l'encontre de trois autres personnes extradées ont été abandonnées, tandis que deux autres coaccusés colombiens, notamment Jorge Ivan Salazar Castano, étaient, au moment du verdict, emprisonnés en Espagne et en Colombie, en attente d'extradition vers les États-Unis⁷⁴.

Une lutte antidrogue efficace ?

Outre les informations sur les méthodes d'action des narcotraquants révélées par cette affaire, celle-ci témoigne de la coopération particulièrement efficace entre les autorités libériennes et les agences antidrogue occidentales, en particulier la DEA.

Sierra Leone

La Sierra Leone est un autre de ces pays excitant la convoitise des trafiquants latino-américains. En juin 2007, les autorités vénézuéliennes ont saisi 2,5 tonnes de cocaïne à bord d'un avion privé

s'apprêtant à décoller pour la Sierra Leone⁷⁵. Le même mois, un réseau de trafiquants, actif depuis 18 mois et acheminant de la cocaïne de Gambie et de Sierra Leone, était démantelé à l'aéroport de Bruxelles, entraînant l'arrestation de bagagistes et d'un policier⁷⁶.

Saisies, condamnations et extraditions

Le 13 juillet 2008, à l'aéroport de Lungi, le principal aéroport international de Sierra Leone, au moins 600 kg de cocaïne étaient saisis à bord d'un appareil qui venait de s'y poser sans autorisation. Lors de l'enquête qui était immédiatement déclenchée, plusieurs dizaines de personnes étaient arrêtées, dont au moins huit étrangers, en majorité Colombiens, et au moins une dizaine de Sierra-Léonais, dont Mohamed Bashil Sesay, frère du ministre sierra-léonais des Transports⁷⁷. En avril 2009, après que le président Ernest Bai Koroma a empêché, selon une dépêche de l'ambassade des États-Unis à Freetown⁷⁸, que le Procureur général libère sous caution les principaux accusés, 15 personnes étaient reconnues coupables de trafic de cocaïne et condamnées à des peines allant jusqu'à 5 ans de prison et 4 millions USD d'amende⁷⁹. Le lendemain du verdict, et malgré la demande du Procureur général que les amendes soient préalablement payées au Trésor sierra-léonais⁸⁰, trois étrangers, un Colombien détenteur d'un passeport états-unien, considéré comme le chef de l'opéra-

75. « Cocaine trafficking in Western Africa », *op. cit.*, p. 5.

76. « Un policier arrêté », *La Dernière Heure (Bruxelles)*, 7/06/07, <http://www.dhnet.be/infos/faits-divers/article/174647/un-policier-arrete.html>.

77. « Nine arrested over Sierra Leone cocaine bust », *ABC News*, 15/07/08, <http://www.abc.net.au/news/2008-07-15/nine-arrested-over-sierra-leone-cocaine-bust/2582810> ; « S Leone pledges cocaine crackdown », *BBC News*, 22/07/08, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/7519232.stm> & « No Cocaine Charge for 19 Suspects in Sierra Leone », *Awareness Times (Freetown)*, <http://news.sl/drwebsite/exec/view.cgi?archive=5&num=9234>.

78. « Cocaine case nearly implodes; President intervenes », cable Wikileaks daté du 6/03/09, <http://wikileaks.ch/cable/2009/03/09FREETOWN85.html>.

79. « Sierra Leone, 15 Cocaine Suspects Found Guilty », *Awareness Times*, 21/04/09, <http://news.sl/drwebsite/exec/view.cgi?archive=1&num=11919> ; « Landmark cocaine sentence handed down », cable Wikileaks daté du 1/05/09, *Guardiangate*, <http://leaks.hohesc.us/?view=09FREETOWN157> ; « Second report of the Secretary-General on the United Nations Integrated Peacebuilding Office in Sierra Leone », Conseil de sécurité ONU (S/2009/267, § 21), 22/05/09, <http://unipsil.unmissions.org/portals/unipsil/media/documents/srpt/sgrsl2.pdf>.

80. « Landmark narcotics ends: defendants not going to Disneyworld », cable Wikileaks date du 22/04/09, Wikileaks, <http://wikileaks.ch/cable/2009/04/09FREETOWN152.html>.

71. « Liberia Aids U.S. in Drug Fight », *The New York Times*, 1/06/10, <http://www.nytimes.com/2010/06/02/world/02liberian.html>.

72. « Jury Convicts 2 and Acquits 2 in Cocaine Scheme », *The New York Times*, 28/04/11, <http://www.nytimes.com/2011/04/29/nyregion/split-verdict-in-scheme-to-funnel-cocaine-into-us.html>.

73. « Russian citizen sentenced to 20 years in US jail for criminal intent », *Voice of Russia*, 9/09/11, <http://english.ruvr.ru/2011/09/09/55917721.html>.

74. « Comment se prépare (et échoue) une livraison record de cocaïne entre l'Amérique du Sud et l'Afrique », *op. cit.* & United States Attorney, Southern District of New York, *op. cit.*

tion, un Cubain détenteur d'un passeport togolais et un Mexicain, étaient extradés aux États-Unis, en vertu d'une loi de 1965 autorisant le président sierra-léonais à expulser tout étranger si cela peut « conduire au bien commun »⁸¹.

L'enquête a révélé que l'avion ayant transporté la cocaïne, un Cessna, portait de faux emblèmes de la Croix-Rouge, qu'il était immatriculé au Venezuela, et que la drogue avait été embarquée à la frontière colombo-vénézuélienne⁸². Le ministre sierra-léonais des Transports, suspecté d'être complice de son frère, condamné à 5 ans de prison et 300 millions de leones d'amende, a démissionné à la suite de cette affaire. Selon l'ambassade des États-Unis à Freetown, cette affaire représente une « victoire diplomatique pour les États-Unis, mais aussi une victoire interne pour le président Koroma »⁸³. Cependant, selon cette même ambassade, le président Koroma aurait usé de son influence pour éviter que l'enquête n'implique son ministre des Transports, ce qu'a démenti le gouvernement sierra-léonais⁸⁴. Enfin, notons que certains ont regretté le recours à des « boucs émissaires » et dénoncé le verdict, en particulier la condamnation à 5 ans de prison d'un responsable du contrôle aérien à l'aéroport de Lungi, comme typique d'une « justice aveugle et partielle »⁸⁵.

Procès aux États-Unis

Relevons aussi que, dans le cadre de l'affaire ayant mené à l'arrestation, au Liberia, du Nigérien Chigbo Peter Umeh (voir « Liberia », *supra*), trois Sierra-Léonais, Gilbrilla Kamara, Ali Sesay et Gennor Jalloh, ont été arrêtés à Monrovia et extradés, en même temps qu'Umeh et le pilote Yaroshenko, en mai 2010 aux États-Unis⁸⁶. Le

procès de ces deux derniers a cependant été disjoint de celui des trois Sierra-Léonais. Sesay, puis Kamara, considéré comme un des organisateurs de l'affaire de l'aéroport de Lungi et pour la capture duquel son pays d'origine avait offert une prime de 10 millions USD, ont plaidé coupable dans le courant de 2011 et devaient connaître leur sentence dans le courant de 2012. Les charges à l'encontre de Jalloh auraient été abandonnées⁸⁷.

Fausse alerte par manque de moyens

On a cru pendant quelques semaines qu'un autre important trafic avait été mis à jour vers la mi-décembre 2011, quand la police sierra-léonaise a annoncé la découverte, dans un container au port de Freetown et en collaboration avec Interpol, de centaines de kilogrammes de cocaïne compressée au milieu de couches pour bébé. La cocaïne aurait été d'origine équatorienne. Cinq personnes (9 selon certaines sources), des Sierra-léonais et des Nigériens, dont le directeur d'une entreprise de transport maritime, ont été arrêtées au cours des jours suivants⁸⁸. Elles ont été libérées faute de preuves après dix jours de détention⁸⁹. Le 10 janvier 2012, la police sierra-léonaise annonçait que de nouveaux tests, réalisés au Royaume-Uni, avaient conclu que la poudre présente dans le container n'était pas de la cocaïne⁹⁰. Visiblement,

81. « Drug Smugglers Expelled from Sierra Leone to Face US Charges », *Voice of America*, 22/04/09, <http://www.voanews.com/english/news/a-13-2009-04-22-voa65-68814132.html>.

82. Ibid.

83. « Landmark narcotics ends: defendants not going to Disneyworld », *op. cit.*

84. « Wikileaks Cable Suggests Sierra Leone Government Involvement in Cocaine Bust », *Voice of America*, 10/12/10, <http://www.voanews.com/english/news/africa/Wikileaks-Cable-Suggests-Sierra-Leone-Government-Involvement-in-Cocaine-Bust-111683739.html>.

85. « On Cocaine Case: A Perverted Justice! », *Sierra Express-Media*, 12/02/10, <http://www.sierraexpressmedia.com/archives/5866>.

86. « Sierra Leone Man Pleads Guilty In Manhattan Federal Court To International Narcotics Distribution Conspiracy », United States Attorney, Southern District of New York, 1/03/11,

publié dans *Sierra Herald* (Freetown), <http://www.sierraherald.com/cocaine-us-trial-sesay.htm>.

87. « Sierra Leone Trafficker Pleads Guilty In Manhattan Federal Court To Cocaine Importation Charges », *The Sierra Leone Daily Mail*, 5/10/11, <http://www.sierraleonedailymail.com/archives/3449>, citant le communiqué de United States Attorney, Southern District of New York, 4/10/11 & « 'Gk' Pleads Guilty to Cocaine Trafficking, Awaits Sentence Feb. 2012 », *Concord Times* (Freetown), 7/10/11, publié par *allAfrica*, <http://allAfrica.com/stories/201110130520.html>.

88. « Police Arrest Container Stuffed with Cocaine », *The Daily IJ*, 17/12/11, <http://inwent-ijj-lab.org/Weblog/2011/12/17/policy-arrest-container-stuffed-with-cocaine/> ; « Interpol Helps Sierra Leone Police Discover A 40 Foot Container Stuffed with Cocaine », *The Sierra Leone Daily Mail*, 17/12/11, <http://www.sierraleonedailymail.com/archives/3954> ; « Sierra Leone seizes drugs from Ecuador in nappies », *BBC News*, 22/12/11, <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-16300086>.

89. « Sierra Leone Police Release Cocaine Suspects », *West Africa Democracy Radio (WADR)*, 4/01/12, http://wadr.org/en/site/news_en/2772/Sierra-Leone-Police-Release-Cocaine-Suspects.htm & « Victimized cocaine suspects freed », *Sierra Leone News Hunters*, 4/01/12, <http://www.sierraleonenewshunters.com/content/victimized-cocaine-suspects-freed>.

90. « Sierra Leone Police & British SOCA say Tests on Ecuador Pampers are NEGATIVE for Cocaine », *Awareness Times*, 11/01/12, http://news.sl/drwebsite/publish/article_200519460.shtml.

le manque de moyens techniques appropriés de nombreux pays ouest-africains est un handicap dans une lutte efficace contre le trafic de drogue.

Guinée

Il a fallu attendre la mort du président Lansana Conté en décembre 2008 pour se rendre compte de l'ampleur qu'avait pris le trafic de cocaïne en Guinée.

Système Conté

Son successeur, le capitaine Moussa Dadis Camara, parvenu au pouvoir à la tête d'une junte militaire, a entamé une vigoureuse campagne anti-drogue, en interrogeant lui-même sur les plateaux de la télévision nationale nombre de suspects de trafics : membres de la famille Conté, responsables de la police, de l'armée et des douanes, ont été mis sur le grill et ont avoué leur implication dans le narcotrafic⁹¹. Plusieurs affaires ont ainsi été révélées. À la tête du système, se trouvait Ousmane Conté, fils de l'ancien président et commandant de l'armée guinéenne, qui a été arrêté en février 2009, en même temps que Saturnin Bangoura, beau-frère de Lansana Conté⁹². Notons aussi qu'une épouse, ou une maîtresse, de l'ancien président, se faisant appeler Zainab Conté, a été interpellée à la frontière guinéo-sierra-léonaise en août 2008, en possession d'or, de centaines milliers d'euros et de dollars et de véhicules de luxe. Elle aurait été relâchée sur un coup de téléphone du président Conté à son homologue sierra-léonais. Il semblerait que, dans le convoi, se trouvait également le narcotrafiquant Gilbrilla Kamara (voir « Sierra Leone », *supra*) qui, lui, aurait réussi à passer la frontière sans problème afin de se mettre à l'abri en Guinée⁹³.

Saisies

Sur le plan des saisies, il faut surtout signaler l'arraisonnement, par la marine française au large

de la Guinée, du cargo panaméen « Le Junior » en février 2008. Au moment de l'intervention, son équipage, deux Grecs, six Sierra-Léonais et un Bissau-Guinéen, était en train de jeter par-dessus bord plus de 3 tonnes de cocaïne d'une grande pureté, réparties en 107 caisses de 30 kg. Après que le cargo a été dérouté sur Brest, l'enquête s'est poursuivie en France, apparemment en coopération avec la DEA et les autorités grecques. Le procès de l'équipage devant la cour d'assises spéciale de Rennes a débuté le 23 janvier 2012. Entre-temps, l'armateur grec du *Junior*, Nikolaos Kornilakis, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité en juillet 2009 en Grèce⁹⁴. Le financier du réseau, un binational franco-grec, a été extradé du Mali vers la France en mai 2009, après avoir fui la Guinée lors du décès du président Conté⁹⁵. Précisons encore que la drogue avait été chargée sur les côtes brésiliennes et qu'il ne semble pas établi qu'elle devait être déchargée en Guinée.

Au niveau des saisies sur le territoire guinéen, l'ONUDD n'en rapporte qu'une seule d'importance, se chiffrant à 170 kg, effectuée en 2007⁹⁶. Cependant, selon Sakho Moussa Camara, nommé directeur de l'*Office central antidrogue* (OCAD) en août 2008, plus d'une tonne de « drogue » a été saisie en 2007, ainsi que 7,5 tonnes en août et septembre 2008. La nature de la drogue saisie n'a pas été précisée. Néanmoins, il est probable que, durant cette période, d'importantes quantités de cocaïne soient arrivées directement d'Amérique latine sur le territoire guinéen, où les appareils des narcotrafiquants – dont certains vivaient dans un luxe insolent à Conakry – se posaient sur de petits aéroports à l'intérieur du pays, en particulier à Boké et Faranah. Le directeur de l'OCAD, dont les locaux avaient été pillés « pour effacer toute trace de l'implication de l'armée dans le trafic de drogue », n'hésitait pas à mettre en cause « certains membres de la police et de

91. « La Guinée Conakry est un narco État ! », 29/09/09, <http://anr.typepad.com/anr/2009/09/la-guin%C3%A9e-conakry-est-un-narco-etat-.html>.

92. « Ousmane Conté sous les verrous pour trafic de drogue », Blog de Christophe Champin (RFI), 25/02/09, http://www.RFI.fr/actu/fr/articles/110/article_78683.asp.

93. « US embassy cables: Sierra Leone president seeks US help in tracking down alleged drug trafficker », *The Guardian*, 14/12/10, <http://www.guardian.co.uk/world/us-embassy-cables-documents/166265>.

94. « Trafic de cocaïne: les marins du Junior devant la cour d'assises spéciale », *France 24*, 23/01/12, <http://www.france24.com/fr/20120123-traffic-cocaine-marins-junior-devant-cour-dassises-speciale> & « Le procès du cargo Junior montre l'importance de l'Afrique dans le trafic de cocaïne », *Slate Afrique*, 28/01/12, <http://www.slateafrique.com/81875/le-proces-du-cargo-junior-montre-limportance-de-lafrique-dans-le-traffic-de-cocaine>.

95. « Extradition d'un important trafiquant de cocaïne », Blog de Christophe Champin (RFI), 28/05/09, http://www.RFI.fr/actu/fr/articles/113/article_81224.asp.

96. WORLD DRUG REPORT 2011, p. 124 & Cocaine trafficking in Western Africa, p. 7, *op. cit.*

l'armée guinéennes, qui s'enrichissent grâce au trafic de drogue »⁹⁷.

Washington savait

Il faut aussi relever que l'ampleur du trafic de cocaïne en 2007-2008 n'a guère été évoquée tant que Conté était au pouvoir. Pourtant, comme en témoignent des « câbles Wikileaks » provenant de l'ambassade des États-Unis, rédigés à cette époque mais publiés après le changement de régime, cette situation était bien connue des milieux diplomatiques. C'est ce qu'indiquent les confidences, en mai 2008, du Premier ministre Lansana Kouyate à l'ambassadeur états-unien à Conakry, confirmant le rôle dirigeant d'Ousmane Conté dans le trafic de cocaïne et la mise sur pied, au sein des forces de sécurité, d'un vaste réseau de complicités. Kouyate évoque également la saisie, au début 2008, de plus d'une tonne de cocaïne, quantité réduite par trois dans le rapport officiel de la police. Cependant, rien dans les propos du Premier ministre n'incrimine directement dans ces trafics l'ancien président, déjà malade et affaibli⁹⁸.

Dans un autre « câble », le même ambassadeur évoque la pseudo-destruction, également en mai 2008, de 390 kg de cocaïne saisie un mois un plus tôt et ayant entraîné l'arrestation de six trafiquants latino-américains. Lors de la cérémonie, les officiels guinéens se sont vivement opposés à ce que l'ambassadeur prenne un échantillon de la drogue. Selon un indicateur de l'ambassade, la cocaïne avait été remplacée par de la farine⁹⁹ !

Entre janvier 2006 et mai 2008, plus de 20 % des passeurs de cocaïne voyageant entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe avaient embarqué à l'aéroport de Conakry, une proportion ne reflétant nullement le trafic de passagers à partir de cet aéroport¹⁰⁰.

97. « Guinée: Le trafic de drogue 'potentiellement plus dangereux qu'en Guinée-Bissau' », IRIN, 14/10/08, <http://www.irinnews.org/printreport.aspx?reportid=80905>.

98. « A Private Chat With Guinean Prime Minister Lansana », document daté du 5/05/08, publié par Wikileaks, <http://cablesearch.org/cable/view.php?id=08CONAKRY163>.

99. « Seized Drugs Finally Incinerated...Or Were They? », document daté du 3/06/08, publié par Wikileaks, <http://www.wikileaks.ch/cable/2008/03/08CONAKRY184.html>.

100. « Le trafic de drogue comme menace à la sécurité en Afrique de l'Ouest », UNODC, octobre 2008, p. 18-19, <http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Studies/Drug-Trafficking-WestAfrica-French.pdf>.

Une lutte antidroque ambiguë

Si l'arrivée de Dadis Camara a permis d'éclairer les mécanismes du trafic de drogue dans le pays et d'envoyer nombre de ses acteurs en prison, tout en provoquant un exode massif des narcotrafiquants, surtout nigériens et latino-américains, de la capitale guinéenne, certains doutes se sont exprimés sur la sincérité du nouveau président. Selon certains commentateurs, l'offensive antidroque du capitaine aurait eu essentiellement pour buts « d'embobiner la communauté internationale » et de protéger la famille Conté¹⁰¹ ou certains membres de la junte militaire impliqués dans ces trafics¹⁰².

Par ailleurs, un proche d'Ousmane Conté (libéré sous caution en juillet 2010¹⁰³), Claude Pivi, alors capitaine, a été nommé ministre de la Sécurité présidentielle par Dadis Camara. Il se serait emparé, à la mi-juin 2008, de plus de 7 tonnes de cocaïne saisies dans un camp de la police et dont on n'a plus jamais entendu parler¹⁰⁴. Bien qu'également impliqué dans la répression violente d'une manifestation d'opposition à Dadis Camara, Pivi a été maintenu au sein de l'équipe ministérielle de son successeur, Alpha Condé, parvenu au pouvoir en novembre 2010 au terme d'élections multipartites. Devenu lieutenant-colonel, il a même été élevé, en août 2011 par le nouveau président, au rang de « Chevalier de l'ordre national du mérite »¹⁰⁵.

Même si, fin janvier 2012 à l'aéroport de Conakry, les douaniers guinéens ont mis la main sur plus de 22 kg de cocaïne et arrêté un suspecté trafiquant – qui est parvenu à s'enfuir pendant sa garde à vue, alors que le gendarme chargé de le surveiller se serait endormi¹⁰⁶ –, la Guinée n'est

101. « Lutte contre les narcotrafiquants en Guinée : un combat de façade », *guineepresseinfo*, 10/03/09, <http://www.guineepresse.info/index.php?aid=2525>.

102. « Guinea 'Narcostate' Revealed », *The Velvet Rocket*, 7/09/09, <http://thevelvetrocket.com/2009/09/07/guinea-narcostate-revealed-in-tv-confessions/>.

103. « Ousmane Conté, fils du défunt président de Guinée Lansana Conté, recouvre la liberté », *RFI*, 15/07/10, <http://www.RFI.fr/afrique/20100715-ousmane-conte-fils-defunt-president-guinee-lansana-conte-recouvre-liberte>.

104. « Guinée d'Alpha Condé: après le complot, la drogue, il ne manque plus que l'élément Al-Qaïda à coller aux Peuls », *guineepresseinfo*, 24/07/11, <http://www.guineepresse.info/index.php?id=10,8429,0,0,1,0>.

105. « Alpha décore Pivi: le triomphe de l'impunité et du mépris ! », *GuineeActu.com*, 25/08/11, <http://guineeeactu.info/actualite-informations/actualite-informations-generale/378.html>.

106. « Saisie de 22 kilogrammes de cocaïne à l'aéroport de Conakry de Guinée », *Afriqinfos*, citant *Xinhua*, <http://www.Afriqinfos.com/articles/2012/2/1/afrique-occidentale-195872.asp>.

probablement plus, depuis la fin de l'ère Conté, une plaque tournante du trafic de cocaïne. Il est cependant à craindre que certains responsables militaires impliqués dans ce trafic continuent à bénéficier d'une forme d'impunité, monnayée probablement en échange de leur soutien aux nouveaux présidents.

Guinée-Bissau

Souvent décrite comme le « premier narco-état africain » ou comme un « État mafieux »¹⁰⁷, la Guinée-Bissau est un pays particulièrement pauvre, disposant d'une côte marécageuse au large de laquelle se trouvent les dizaines d'îles de l'archipel de Bijagos. Depuis au moins 2005, les narcotrafiants sud-américains et nigériens semblent avoir profité de la faiblesse de l'État et de ses forces de sécurité pour en faire une de leurs principales bases africaines.

Saisies

Ainsi, en 2005, 563 kg de cocaïne étaient saisis dans un container, apparemment en route vers le Portugal¹⁰⁸. En février 2006, la marine espagnole a saisi plus de 5 tonnes de cocaïne dans deux bateaux de pêche au large de la Guinée-Bissau. Les organisateurs de ce trafic semblaient basés au Cap-Vert et en Guinée-Bissau, alors qu'une partie de la drogue aurait été stockée dans ce dernier pays.

Sur le territoire bissau-guinéen, en septembre 2006, les autorités ont saisi près de 700 kg de cocaïne et arrêté deux trafiquants latino-américains. Cependant, ces derniers ont été rapidement libérés et la drogue confisquée a disparu. Une enquête a révélé que des membres du gouvernement pourraient avoir été impliqués dans la disparition de la marchandise. En décembre 2006, les autorités néerlandaises ont arrêté à Schiphol 32 passagers,

dont 28 Nigériens, en possession de cocaïne et débarquant d'un vol provenant de Guinée-Bissau, via Casablanca¹⁰⁹. En avril 2007, la police a saisi plus de 600 kg de la même substance, mais a dû, faute de véhicules, laisser s'échapper les trafiquants ainsi que 2,5 tonnes de « poudre ». La cargaison avait été livrée par un avion s'étant posé sur un aérodrome militaire¹¹⁰. En juillet 2008, un conflit a éclaté entre des soldats et des policiers à l'aéroport de Bissau concernant un appareil suspecté de transporter 500 kg de cocaïne. La drogue n'a jamais été récupérée¹¹¹.

L'armée au cœur des trafics

En 2007, alors que la DEA estimait que, chaque nuit, par la voie aérienne uniquement, 800 à 1 000 kg de cocaïne arrivaient en Guinée-Bissau, que le ministre bissau-guinéen de l'Intérieur lui-même accusait l'armée de s'adonner au trafic de drogue et qu'on apprenait que des installations aériennes et portuaires, et même des îles, avaient été louées aux narcotrafiants¹¹², cette situation commença à inquiéter plusieurs acteurs internationaux, en particulier les Nations unies. Dans un rapport du Secrétaire général daté du 28 septembre 2007, l'ONU reprochait à de hauts représentants du gouvernement et de l'armée d'être « en compétition pour le droit de fournir de la sécurité aux trafiquants de drogue » et était d'avis que « le trafic de drogue menace de saper le processus de démocratisation naissante en Guinée-Bissau, d'enraciner le crime organisé et de porter atteinte au respect de la primauté du droit ». Le rapport évoquait également un « schisme très public » entre le chef d'état-major, le général Batista Tagme na Wai, et le chef de la marine, le contre-amiral José Américo Bubo Na Tchuto, s'accusant mutuellement de s'adonner au trafic de drogue¹¹³. Ce rapport a été examiné, le 19 octobre suivant, par le Conseil de sécurité qui, au bout d'un débat d'à peine sept minutes, adoptait

& « Affaire 22kg de cocaïne- Le DG de la Douane: 'Nous ne pouvons que mettre les délinquants à la disposition de ceux-là qui ont des lieux de détention' », *Média Guinée.com*, 8/02/12, <http://mediaguinee.net/fichiers/blog999.php?langue=fr&type=rub40&code=calb2629&num=&PHPSESSID=fbc19a622602850061815e759d3f49d2>.

107. Selon Moisés Naím, auteur de « Mafia States, Organized Crime Takes Office », publié dans *Foreign Affairs* (mai-juin 2012), la Guinée-Bissau est un des 6 « État mafieux » de la planète, le seul sur le continent africain.

108. The Transatlantic Cocaine Market, UNODC, avril 2011, p. 34, http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Studies/Transatlantic_cocaine_market.pdf.

109. The Transatlantic Cocaine Market, UNODC, *op. cit.*, p. 34.

110. Cocaine trafficking in Western Africa, UNODC, *op. cit.*, p. 6, 15 & 16.

111. Le trafic de drogue comme menace à la sécurité en Afrique de l'Ouest, UNODC, *op. cit.*, p. 11.

112. « Guinea Bissau: Africa's first narcostate », African Studies Center, octobre 2007, http://www.africa.upenn.edu/Articles_Gen/guinibissauhorta.html.

113. « Guinea-Bissau: UN report implicates government in drug trafficking », IRIN, 4/10/07, <http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=74649>.

une Déclaration présidentielle s'inquiétant de l'instabilité que pourrait générer le trafic de drogue en Guinée-Bissau et dans la région¹¹⁴.

En août 2008, soupçonné non seulement d'être de mèche avec les narcotrafiquants, mais aussi d'avoir voulu renverser le président João Bernardo Vieira, Bubo Na Tchuto fuyait en Gambie voisine. Le 2 mars 2009, le président était assassiné et découpé à la machette par des militaires fidèles du chef d'état-major, Tagme na Wai, lui-même tué la veille dans un attentat à la bombe apparemment ourdi par des narcotrafiquants¹¹⁵. Après des élections tenues en juin, Malam Bacai Sanhá était élu à la présidence de la République bissau-guinéenne, tandis que le général Zamora Induta était nommé à la tête de l'armée. Six mois plus tard, Bubo Na Tchuto revenait clandestinement à Bissau et, le 1^{er} avril 2010, des soldats qui lui étaient fidèles emprisonnaient le Premier ministre Carlos Gomes Junior et le général Induta. Si le Premier ministre était rapidement libéré, malgré les menaces du vice-chef d'état-major, le général Antonio Indjai, de l'exécuter si les manifestations de ses partisans ne cessaient pas¹¹⁶, Induta restait en prison et devait laisser sa place à la tête de l'armée à Indjai.

Guerre de la cocaïne

Quelques mois plus tard, Bubo Na Tchuto redevenait chef de la marine¹¹⁷, bien qu'il ait été officiellement qualifié, lui et le chef de la force aérienne, Ibraima Papa Camara, de « baron de la drogue » par le Département du Trésor des États-Unis¹¹⁸. Puis, nouveau rebondissement dans cet

interminable feuilleton politico-militaro-mafieux, le 26 décembre 2011, Bubo Na Tchuto était arrêté, sous l'accusation d'avoir fomenté un nouveau putsch. Apparemment, le coup d'État a été réprimé par la *Mission angolaise de soutien à la réforme militaire* (MISSANG), contingent de 200 soldats angolais déployé à la demande du gouvernement au début 2011¹¹⁹. Les relations entre le général Indjai et le contre-amiral s'étaient dégradées au cours des mois précédents, malgré un accord de répartition de la cocaïne arrivant dans le pays, le premier ayant la haute main sur les arrivées par avion et le second s'arrogeant les arrivées par mer. Les deux hommes seraient rentrés en conflit, notamment autour de la possession d'une tonne et demi de cocaïne récemment arrivée par avion d'Amérique latine¹²⁰.

Enfin, l'instabilité chronique de la Guinée-Bissau semblait vouée à ne pas connaître de répit après l'annonce de la mort, à Paris, des suites d'une maladie dont la nature n'a pas été précisée, du président Sanhá le 9 janvier 2012¹²¹. Des élections présidentielles étaient programmées et, alors que Carlos Gomes Junior – qui avait démissionné de son poste de Premier ministre en février afin de pouvoir se présenter – semblait le mieux placé pour l'emporter après un premier tour contesté par l'opposition, un nouveau coup d'État envoyait en prison, le 12 avril, à la fois Gomes, le président intérimaire Raimundo Pereira et plusieurs ministres du gouvernement. Des informations contradictoires circulaient à propos du chef d'état-major Indjai, à propos duquel on se demandait s'il était une des victimes du putsch ou un de ses principaux instigateurs¹²². Bien que les putschistes aient justifié

114. « Guinea-Bissau: Security Council warns drug trafficking undermines stability », IRIN, 22/10/07, <http://www.irinnews.org/report.aspx?reportid=74912>.

115. « À Bissau, le naufrage du narco-État guinéen », Le Figaro, 17/03/09, <http://www.lefigaro.fr/international/2009/03/17/01003-20090317ARTFIG00041--bissau-le-naufrage-du-narco-etat-guineen.php> & « Un rapport militaire sur la mort du chef d'état-major », RFI, 15/05/09, http://www.RFI.fr/actu/fr/articles/113/article_81077.asp.

116. World Drug Report 2010, p. 242-244.

117. « Guinea-Bissau mutineer General Indjai made army », *Agencia AngolaPress*, 1/07/10, http://www.portalangop.co.ao/motix/en_us/noticias/afrika/2010/6/26/Guinea-Bissau-mutineer-General-Indjai-made-army,1d16f351-bel-f-4043-97e4-1a59c16bd88a.html & Proposition de décision du Conseil de l'Union européenne (2011/0178 (NLE), exposé des motifs, <http://eur-lex.europa.eu/Notice.do?mode=dbl&lang=en&ihmlang=en&lng1=en.fr&lng2=bg.cs.da.de.el.en.es.et.fi.fr.hu.it.lt.lv.mt.nl.pl.pt.ro.sk.sl.sv.&val=576941.cs&page=>.

118. « Treasury Designates Two Narcotics Traffickers in Gui-

nea-Bissau », U.S. Department of the Treasury, 8/04/10, <http://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/tg633.aspx>.

119. « Guinée Bissau : Le retour du 'narco État' », *Africa Confidential*, n° 642, 30/04/12.

120. « Guinée-Bissau: soulèvement avorté et arrestation du chef de la Marine Bubo Na Tchuto », RFI, 27/12/11, <http://www.RFI.fr/afrique/20111226-guinee-bissau-affrontements-armes-bissau-bubo-na-tchuto-gomez-junior> & « Au-delà des compromis : les perspectives de réforme en Guinée-Bissau », ICG, Rapport Afrique n°183, 23/01/12, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/afrika/west-afrika/guinea-bissau/183%20Au-delà%20des%20compromis%20--%20les%20perspectives%20de%20reforme%20en%20Guinee-Bissau.pdf>.

121. « Guinée-Bissau : mort du président Malam Bacai Sanhá à Paris », *Euronews*, 9/01/12.

122. « Guinée Bissau - Les militaires ont pris le pouvoir », *Slate Afrique*, 14/04/12, <http://www.slateafrique.com/85625/guinee-bissau-les-militaires-ont-pris-le-pouvoir> & « Guinée Bissau : Le retour du 'narco État' », *op. cit.*

leur action en dénonçant la présence de la MIS-SANG¹²³, il semble plus vraisemblable que leurs réelles motivations relèvent davantage de leur opposition aux projets de réforme de l'armée et de réduction de ses effectifs annoncés par Carlos Gomes¹²⁴. Ce coup serait alors un nouvel épisode de la « guerre de la cocaïne », non plus entre clans de l'armée, mais entre celle-ci et un pouvoir civil désireux de lutter contre les trafics en affaiblissant les forces armées.

Trafics plus discrets

Pour ne pas donner une image exagérément désastreuse du pays, il convient de noter que, dans les domaines de la santé et de l'éducation, les indicateurs sont en net progrès, ne mettant que mieux en relief l'impérieuse nécessité d'une profonde réforme du secteur de la sécurité¹²⁵. Quant à l'ampleur actuelle des flux de cocaïne, on peut estimer qu'ils ont brièvement décliné en 2008-2009, l'instabilité et la réputation de « narco-État » attribuée à la Guinée-Bissau ayant découragé les narcotrafiquants¹²⁶, mais qu'ils auraient pu reprendre depuis. Diverses affaires récentes, mêlant systématiquement les forces armées, étayaient cette supposition. Selon l'*International Crisis Group*, citant l'ONUDC et les autorités guinéennes, le trafic de cocaïne est devenu « plus discret et mieux couvert, mieux monopolisé par certains segments de l'État ». L'absence de vol « suspect » depuis avril 2010, ainsi que l'utilisation de techniques nouvelles par les trafiquants, comme des « semi-submersibles », au large de l'Afrique de l'Ouest, suggèrent une évolution des stratégies des narcotrafiquants plutôt qu'un abandon de leur avant-poste bissau-guinéen¹²⁷. Juste avant le coup d'État d'avril 2012, le procureur général bissau-

guinéen déclarait que les narcotrafiquants avaient été dissuadés d'utiliser la voie aérienne par une amélioration de la surveillance aéroportuaire, et se rabattaient donc sur la voie maritime. Le procureur regrettait la faiblesse des moyens dans la lutte contre ce fléau, en particulier le manque de bateaux de surveillance et de systèmes de communication satellitaire¹²⁸.

Sénégal

Saisies

La saisie la plus importante de cocaïne jamais réalisée au Sénégal a été effectuée en deux temps à la fin juin 2007. Au total, ce sont 2,4 tonnes qui ont été découvertes à M'bour, sur la côte au sud de Dakar¹²⁹. En février 2009, le tribunal correctionnel de Dakar a reconnu cinq Latino-Américains – trois Colombiens, un Équatorien et un Vénézuélien – coupables de ce trafic et les a condamnés à des peines comprises entre 8 et 10 ans de prison ferme¹³⁰.

Concernant les saisies en haute mer, il faut d'abord noter que, dès octobre 2003, la bagatelle de 7,5 tonnes de cocaïne a été découverte dans un cargo sénégalais, le *South Sea*, arraisonné par les autorités espagnoles. Une vingtaine de personnes ont été arrêtées, essentiellement des Espagnols. Avant son arraisonnement, le navire avait fait escale au Cap-Vert¹³¹. Au large du Liberia, en octobre 2006, les marines britannique et espagnole ont saisi 1,5 tonne de cocaïne dans un bateau de pêche. Si l'embarcation provenait de Dakar et avait effectué une escale prolongée en Gambie, il semble que la drogue ait été transbordée en haute mer. Cinq des six membres d'équipage étaient sénégalais, le 6^e bissau-guinéen. Le mois suivant,

123. « Guinée-Bissau: nouveau coup d'État, l'armée s'empare du pouvoir », *RTBF (Bruxelles)*, 14/04/12, http://www.rtbfbel.be/info/monde/detail_nouveau-coup-d-etat-en-guinee-bissau-l-armee-aux-commandes?id=7747576.

124. « Störung im Betriebsablauf », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 18/04/12, <http://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/guinea-bissau-stoerung-im-betriebsablauf-11722631.html>.

125. « Guinea-Bissau: A Narco-Developmental State? », *African Arguments*, 24/05/11, <http://africanarguments.org/2011/05/24/guinea-bissau-a-narco-developmental-state/> & « Au-delà des compromis : les perspectives de réforme en Guinée-Bissau », *op. cit.*

126. World Drug Report 2010, p. 27

127. « Au-delà des compromis : les perspectives de réforme en Guinée-Bissau », *op. cit.* & « Les narcotrafiquants utilisent des sous-marins pour introduire la drogue en Afrique (ONU) », *Afriqinfos* (citant *Xinhua*), 20/06/11, <http://www.afriqinfos.com/articles/2011/6/20/brevesdafrique-180577.asp>.

128. « En Guinée-Bissau, une bien difficile lutte contre la drogue », *AFP*, 16/04/12.

129. Cocaine trafficking in Western Africa, UNODC; *op. cit.*, p. 4.

130. « Cocaïne: 5 Latino-Américains condamnés à 8 à 10 ans de prison », *Jeune Afrique*, 20/02/09, <http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20090220T154524Z/>.

Lire l'article sur Jeuneafrique.com : Cocaïne: 5 Latino-Américains condamnés à 8 à 10 ans de prison | Jeuneafrique.com - le premier site d'information et d'actualité sur l'Afrique

131. « Saisie record de cocaïne en Espagne », *La Dépêche du Midi*, 14/10/03, <http://www.ladepeche.fr/article/2003/10/14/188974-saisie-record-de-cocaine-en-espagne.html> & « Saisie record de cocaïne au Cap-Vert », Blog de Christophe Champin (*RFI*), 10/10/11, <http://afriquedrogue.blogs.rfi.fr/article/2011/10/10/saisie-record-de-cocaine-au-cap-vert>.

ces mêmes marines saisissaient, dans un autre bateau de pêche provenant de Dakar, une quantité à peine inférieure de cocaïne, soit 1,3 tonne. Cinq personnes ont été arrêtées : 2 Européens, 2 Cap-verdiens et 1 Ghanéen. Signalons également que, en mai 2007, dans un port italien, 250 kg de cocaïne originaire du Brésil ont été découverts dans une voiture italienne embarquée au Sénégal et revenant du dernier rallye Paris-Dakar organisé en Afrique¹³².

Le Sénégal est aussi le pays d'origine du plus grand volume de cocaïne saisie sur des liaisons aériennes commerciales entre l'Afrique occidentale et l'Europe durant la période entre janvier 2006 et mai 2008, mais il est aussi un des pays qui connaît le trafic international aérien le plus intense de la région. Avec 434 kg saisis lors de 105 opérations, il précède même le Nigeria. Cependant, parmi les passeurs, on comptait moins de 2 % Sénégalais, la plupart provenant du Nigeria (29 %), du Cap-Vert (22 %), et de la Guinée-Bissau (15 %)¹³³.

Depuis, aucune saisie importante n'a été enregistrée au Sénégal. L'ONUDC n'a enregistré que 40 kg de cocaïne confisqués dans le courant de 2011¹³⁴. Cependant, en France, la découverte de 111 kg de cocaïne dans l'appartement d'une princesse saoudienne à Neuilly-sur-Seine, en novembre 2010, semble avoir des racines sénégalaises. Les organisateurs du trafic auraient été basés à Saly, une station balnéaire près de M'bour, où a été effectuée la plus grande saisie de l'histoire sénégalaise¹³⁵.

Gambie

Plusieurs affaires de trafic de cocaïne ont impliqué la Gambie ou ses ressortissants.

Saisies et arrestations

Rappelons que le trafic bénéficiant de complicités à l'aéroport de Bruxelles, démantelé en juin 2007, approvisionnait l'Europe notamment à partir de la Gambie¹³⁶. Le mois suivant, 16 passagers du vol hebdomadaire entre la capitale de Gambie, Banjul, et Amsterdam (Schipol) étaient trouvés en possession de cocaïne, huit au départ et huit à l'arrivée. La plupart des passeurs étaient de nationalité nigériane et domiciliés en Europe¹³⁷. Par rapport au faible trafic aérien au départ de Banjul, les prises effectuées sur des passeurs provenant de Gambie à destination de l'Europe – 186 kg entre janvier 2006 et mai 2008 – semblent disproportionnées. Selon les autorités gambiennes, toute la cocaïne saisie sur leur territoire en 2007 – année au cours de laquelle le trafic aurait fortement augmenté – provenait de Guinée-Bissau et 21 des 31 trafiquants arrêtés cette année-là étaient nigériens et 5 européens¹³⁸.

Le rôle de la Gambie dans le trafic de cocaïne aurait pu encore augmenter en 2009, après les troubles en Guinée et en Guinée-Bissau, qui auraient poussé certains narcotrafiquants – comme Bubo Na Tchuto (voir « Guinée-Bissau » supra) – à se replier sur ce pays. Au début mars 2010, le président gambien a ordonné l'arrestation de 11 personnalités soupçonnées d'être actives dans le trafic de drogue, dont le directeur de la *National Drug Enforcement Agency*, son adjoint et son chef d'opérations, le chef de la police et son adjoint, le commandant de la marine, le vice-chef d'état-major de l'armée et le ministre de la Pêche¹³⁹. Ces

132. Cocaine trafficking in Western Africa, UNODC; *op. cit.*, p. 16.

133. Le trafic de drogue comme menace à la sécurité en Afrique de l'Ouest, UNODC, *op. cit.*, p. 3, 17 & 20.

134. « UNODC and Senegal intensify efforts to curb drug trafficking and organized crime in West Africa », UNODC, 27/10/11, <http://www.unodc.org/unodc/en/press/releases/2011/October/unodc-and-senegal-intensify-efforts-to-curb-drug-trafficking-and-organized-crime-in-west-africa.html>.

135. « Neuilly-sur-Seine - 110 kilos de cocaïne saisis dans l'appartement d'une princesse saoudienne », Le Point, 27/11/10, http://www.lepoint.fr/societe/neuilly-sur-seine-110-kilos-de-cocaine-saisi-dans-l-appartement-d-une-princesse-saoudienne-27-11-2010-1267713_23.php ; « Coke en stock (LV) : des pistes de Saly aux trottoirs Lyonnais », *AgoraVox*, 24/11/11, <http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/coke-en-stock-lv-des-pistes-de-104263> & « Coke en stock au Sénégal », *SlateAfrique*, 28/10/11, <http://www.slateafrique.com/59795/coke-en-stock-au-senegal-neyret>.

136. « Un policier arrêté », *op. cit.* & Cocaine trafficking in Western Africa, UNODC, *op. cit.*, p. 5.

137. Cocaine trafficking in Western Africa, UNODC, *op. cit.*, p. 11.

138. Le trafic de drogue comme menace à la sécurité en Afrique de l'Ouest, UNODC, *op. cit.*, p. 17-18, 26 & 27.

139. World Drug Report 2010 p. 244 ; « Drug Squad Chief, Bully Sanneh, 3 others sacked and arrested », *The Gambian Echo*, 5/03/10, <http://www.thegambiaecho.com/Homepage/tabid/36/articleType/ArticleView/articleId/1833/Default.aspx> ; « Ex-Fisheries Minister, Antouman Saho arrested », *The Gambian Echo*, 5/03/10, <http://www.thegambiaecho.com/Homepage/tabid/36/articleType/ArticleView/articleId/1832/Default.aspx> & « Gambia arrests former minister in wave of detentions », *Reuters*, 8/03/10, <http://af.reuters.com/article/topNews/idAF-JOE62701320100308>.

personnalités ont fait l'objet d'actes d'accusation distincts et d'au moins trois procès différents, tous plus ou moins liés au trafic de drogue. Ainsi, les responsables de la NDEA étaient accusés d'avoir revendu des centaines de kg de cocaïne saisie. Certains de ces procès étaient encore en cours au début 2012¹⁴⁰.

Apparemment sans lien direct avec cette affaire, s'est déroulée peu après ces arrestations la plus grande saisie de cocaïne jamais réalisée en Gambie, et la principale de l'année sur le continent africain. Ce sont en effet plus de 2 tonnes de poudre, d'une valeur à la revente d'environ un milliard USD, qui ont été découvertes par les autorités gambiennes, grâce à la collaboration des services britanniques de la *Serious Organised Crime Agency* (SOCA), au début juin 2010 dans un entrepôt d'une entreprise de pêche dans le village de Bonto, à une heure de route de Banjul (une partie aurait été trouvée sur une île du littoral gambien). En outre, une douzaine de suspects de nationalités diverses, trouvés en possession d'armes et d'argent liquide, était arrêtée. Il semble que ces arrestations aient précédé la découverte de la drogue et que l'enquête ait démarré à la suite de suspicions de blanchiment d'argent¹⁴¹. La drogue aurait été destinée au marché européen et des complicités d'un chef local de la police, de collaborateurs de l'Agence nationale de lutte antidrogue et même d'un ministre aurait été établie¹⁴².

Condamnations

En octobre 2011, un tribunal gambien – qui semble avoir établi que la drogue était destinée au marché européen – condamnait huit de ces suspects,

140. « Gambia ex-military chiefs charged over 'coup plot' », *BBC News*, 18/06/10, <http://www.bbc.co.uk/news/10354204> & « Gambia: Karamo Bojang Denies Giving 500kg of Cocaine to Witness in Bun Sanneh and Co. Trial », *allAfrica*, 18/01/12, citant *Foroyaa Newspaper*, <http://allAfrica.com/stories/201201191089.html>.

141. The Transatlantic Cocaine Market, Research Paper, UNODC, avril 2011, p. 30, http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Studies/Transatlantic_cocaine_market.pdf.

142. World Drug Report 2011, p. 113 ; « Two tonnes of cocaine seized in The Gambia », *BBC News*, 8/06/10, <http://www.bbc.co.uk/news/10268510> ; « Gambian police seize cocaine haul », *IOL News (Afrique du Sud)*, 9/06/10, <http://www.iol.co.za/news/africa/gambian-police-seize-cocaine-haul-1.486562> ; « Focus on gangs after Gambia cocaine raid », *The Financial Times*, 9/06/10, <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/70276b60-73e8-11df-87f5-00144feabdc0.html#axzz1lhXUuFc4> et « Magreb : une fenêtre pour le trafic de drogue en Europe », *Voix de Russie*, 5/03/12, http://french.ru/radio_broadcast/5646866/67571489.html.

quatre Vénézuéliens, deux Néerlandais, un Nigérian et un Mexicain, à 50 ans de prison chacun. En outre, un accusé néerlandais (ou vénézuélien, selon les sources) serait mort en prison, officiellement de causes naturelles, peu avant le prononcé du verdict. Une controverse a entouré ce supposé décès, certaines informations indiquant que l'accusé aurait secrètement acheté sa libération¹⁴³.

Signalons enfin que, le 4 octobre 2010, l'Assemblée nationale gambienne a rendu plus strictes les lois sur le trafic de drogue, rétablissant notamment la possibilité de condamner à mort toute personne trouvée en possession de plus de 250 g de cocaïne ou d'héroïne¹⁴⁴. Néanmoins, l'Assemblée faisait marche arrière six mois plus tard, ramenant à la prison à perpétuité la peine maximale encourue par les trafiquants de drogue¹⁴⁵.

Cap Vert

Composé d'une dizaine d'îles aux confins occidentaux de l'Afrique, l'archipel du Cap-Vert est un carrefour idéal entre l'Amérique du Sud et l'Europe. Les narcotrafiquants n'ont pas manqué d'exploiter sa situation géographique.

Saisies

Ainsi, en juillet 2005, les autorités de ce pays confisquaient 120 kg de cocaïne, ce qui constituait une des premières prises importantes dans cette partie du continent africain. En mars 2007, dans la capitale de l'archipel, Praia, la police cap-ver-

143. « Gambia Sentences 8 Foreign Drug Traffickers to 50 Years », *Voice of America*, 12/10/11, <http://blogs.voanews.com/breaking-news/2011/10/12/gambia-sentences-8-foreign-drug-traffickers-to-50-years/> ; « Gambia court convicts 8 of cocaine trafficking », *AP*, 12/10/11, <http://news.yahoo.com/gambia-court-convicts-8-cocaine-trafficking-180842246.html> ; « Gambia jails foreign cocaine dealers », *BBC News*, 13/10/11, <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-15291182> ; « Controversy Surrounds The Outcome Of One Billion Dollar Gambian Cocaine Case! », *Freedom Newspaper (Banjul)*, 13/10/11, <http://www.freedom-newspaper.com/Homepage/tabid/36/newsid367/6908/mid/367/Breaking-News-Gambia--Controversy-Surrounds-The-Outcome-Of-One-Billion-Dollar-Gambian-Cocaine-Case/Default.aspx> & « Gambia jails foreign cocaine dealers », *BBC News*, 13/10/11, <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-15291182>.

144. « Death sentence for drug dealers As Assembly amends Drug Control Bill », *Daily Observer (Banjul)*, 6/10/10, <http://observer.gm/africa/gambia/article/death-sentence-for-drug-dealers-as-assembly-amends-drug-control-bill>.

145. « Gambia: Death Penalty for Drug Offenses Abolished », Library of Congress (Washington D.C.), 11/04/11, http://www.loc.gov/lawweb/servlet/lloc_news?disp3_l205402619_text.

dienne s'emparait d'une demi-tonne de poudre apparemment destinée au Portugal¹⁴⁶.

En haute mer, mais à proximité du Cap-Vert, d'importantes prises ont également eu lieu. Ainsi, en septembre 2005, la police espagnole arraisonnait un voilier transportant près de 3 tonnes de cocaïne, apparemment embarquée à Trinité-et-Tobago, et se dirigeant vers le Maroc. Plusieurs Français et un Espagnol étaient arrêtés en lien avec ce trafic¹⁴⁷. Rappelons aussi qu'il est possible que les 7,5 tonnes saisies, en 2003, dans le cargo *South Sea*, aient pu être embarquées au Cap-Vert (voir « Sénégal », *supra*).

Durant les années 2006 à 2008, le Cap-Vert a été surreprésenté au niveau des passeurs de cocaïne ouest-africains arrêtés dans des aéroports européens, n'étant surpassé que par les citoyens originaires du Nigeria, pays pourtant quelque 300 fois plus peuplé. Au Portugal, plus de la moitié des personnes appréhendées en 2007 pour trafic de cocaïne étaient de nationalité cap-verdienne¹⁴⁸, une tendance qui s'est poursuivie, bien qu'atténuée, l'année suivante¹⁴⁹.

Plus récemment, en décembre 2010, on a appris que la garde civile espagnole a saisi plus de 900 kg de cocaïne dans un avion de transport médical de la compagnie *Medical Jet* à l'aéroport de Barcelone. L'appareil arrivait du Cap Vert, où la drogue y aurait été chargée. Le pilote, principal actionnaire de la compagnie, et le copilote, tous deux argentins, ont été arrêtés¹⁵⁰. En avril 2011, lors du procès à Marseille de narcotrafiquants français, dont François Girard, il a été question d'un projet d'importation de cocaïne via le Cap-Vert¹⁵¹. Le

rôle persistant de ce pays comme étape du trafic intercontinental de cocaïne a été confirmé par la saisie, au début octobre 2011, d'une tonne et demie de cocaïne sur l'île de São Tiago lors d'une opération conjointe des polices capverdiennes et néerlandaise. Selon les informations disponibles, la drogue serait arrivée du Venezuela, ou de la Colombie via le Brésil, aurait transité en Gambie et aurait été destinée au marché européen, essentiellement néerlandais et allemand. Cinq personnes, apparemment toutes capverdiennes, ont été arrêtées lors de l'opération. Le chef présumé du réseau, un Capverdien émigré aux Pays-Bas, aurait été identifié¹⁵². Cependant, l'affaire a connu un rebondissement le 20 décembre, avec l'arrestation de 7 personnes, dont le président du conseil d'administration de la Bourse du Cap-Vert, deux entrepreneurs et un homme d'affaires, apparemment accusées de se livrer au blanchiment de l'argent du narcotrafic¹⁵³.

Étroite collaboration avec des agences internationales

Concernant la lutte contre ces trafics, notons tout d'abord que le Cap-Vert se distingue par un niveau de corruption relativement bas : en 2011, dans le classement sur la « perception de la corruption » de l'institut *Transparency International*, le pays apparaissait comme le moins corrompu d'Afrique de l'Ouest (2^e place pour l'ensemble du continent africain, 41^e place mondiale)¹⁵⁴. Considéré comme un « modèle de coopération en matière de lutte contre les stupéfiants », les États-Unis y ont installé, sur l'île de São Tiago précisément, un centre de contrôle de la sécurité maritime principalement destiné à lutter contre le trafic de stupéfiants (*Coun-*

146. Cocaine trafficking in Western Africa, UNODC, *op. cit.*, p. 15 & The Transatlantic Cocaine Market, UNODC, *op. cit.*, p. 34.

147. « Trois tonnes de cocaïne saisies sur un voilier », *Le Parisien*, 9/09/05, <http://www.leparisien.fr/faits-divers/trois-tonnes-de-cocaine-saisies-sur-un-voilier-09-09-2005-2006278244.php>.

148. Cocaine trafficking in Western Africa, UNODC, *op. cit.*, p. 15 & Le trafic de drogue comme menace à la sécurité en Afrique de l'Ouest, UNODC, *op. cit.*, p. 20 & 30.

149. World Drug Report 2010, p. 88.

150. « L'intérêt des cartels de la cocaïne pour l'Afrique ne faiblit pas », Le blog de Christophe Champin (*RFI*), 6/01/11, citant El Pais, 7/12/10, <http://afriquedroque.blogs.RFI.fr/article/2011/01/06/linteret-des-cartels-de-la-cocaine-pour-lafrique-ne-faiblit-pas>.

151. « Procès Girard : le tribunal parle de cocaïne, les prévenus de « bonbons » », *L'Express*, 12/04/11, http://www.lexpress.fr/actualites/1/societe/proces-girard-le-tribunal-parle-de-cocaine-les-prevenus-de-bonbons_982198.html.

152. « Saisie record de cocaïne au Cap-Vert », Blog de Christophe Champin (*RFI*), 10/10/11, <http://afriquedroque.blogs.RFI.fr/article/2011/10/10/saisie-record-de-cocaine-au-cap-vert>; « Police seize 1,500kg of cocaine in Operation Speed », Noscasa, 10/10/11, http://www.noscasacv.com/PressReleases.aspx?press_id=740 & « Cap-Vert: Saisit de plus d'une tonne de cocaïne à Praia », *Afrique en ligne*, citant *Pana*, 10/11/11, <http://www.afriquejet.com/cap-vert-saisit-cocaine-praia-2011101124695.html>.

153. « Arrestation du président de la Bourse des Valeurs du Cap-Vert pour trafic de drogue », *Afriqinfos*, 22/12/11, <http://www.Afriqinfos.com/articles/2011/12/22/afrique-occidentale-193395.asp> & « Cap-Vert: arrestation de sept personnes, dont le patron de la Bourse, en lien avec le trafic de cocaïne », Blog de Christophe Champin (*RFI*), 23/12/11, <http://afriquedroque.blogs.RFI.fr/article/2011/12/23/cap-vert-arrestation-de-sept-personnes-dont-le-patron-de-la-bourse-en-lien-avec-l>.

154. Corruption Perceptions Index 2011, Transparency International, <http://cpi.transparency.org/cpi2011/results/>.

ter-Narcotics and Maritime Security Interagency Fusion Center, CMIC)¹⁵⁵.

Le 17 janvier 2012, lors d'une courte escale au Cap-Vert, la Secrétaire d'État états-unienne, Hillary Clinton, a réaffirmé au président, José Maria Neves, le soutien de son pays aux efforts capverdiens en matière de lutte contre le trafic de drogue¹⁵⁶.

Le Cap-Vert collabore aussi étroitement avec l'agence internationale de coordination dans la lutte contre le trafic de stupéfiants, le *Maritime Analysis and Operations Centre – Narcotics* (MAOC-N), financée par l'Union européenne, et où il est le seul pays d'Afrique subsaharienne à disposer d'un statut d'observateur¹⁵⁷. En août 2010, en coordination avec le MAOC-N, les autorités cap-verdiennes, épaulées par la Royal Navy, ont intercepté un yacht où étaient dissimulés 30 kg de cocaïne¹⁵⁸.

Sur le plan régional, le Cap-Vert a accueilli, en 2008, une conférence ministérielle de la CEDEAO et un plan d'action a été adopté (voir « Initiatives régionales de lutte contre la drogue », infra).

Mauritanie

Si, à partir de 1992, des saisies de tout au plus quelques kilogrammes de cocaïne ont été effectuées en Mauritanie¹⁵⁹, c'est une dizaine d'années plus tard que les trafics semblent avoir commencé à prendre de l'ampleur.

155. « Saisie record de cocaïne au Cap-Vert », Blog de Christophe Champin (*RFI*), *op. cit.*, & « Africa Command Deputy in Cape Verde to Discuss Counter-Drugs, Maritime Security », U.S. Africa Command, 2/03/09, <http://www.africom.mil/getArticle.asp?art=2754&lang=>.

156. « Les États-Unis renouvellent leur soutien au Cap-Vert dans la lutte contre le trafic de drogue », *Afrique en ligne*, citant *Pana*, 19/01/12, <http://www.afriquejet.com/les-etats-unis-renouvellent-leur-soutien-au-cap-vert-dans-la-lutte-contre-le-traffic-de-droque-2012011931752.html>.

157. Maritime Analysis and Operations Centre, Wikipedia, http://en.wikipedia.org/wiki/Maritime_Analysis_and_Operations_Centre.

158. « HMS Gloucester foils drug smugglers », Ministry of Defence (Royaume-Uni), 31/08/10, <http://www.mod.uk/DefenceInternet/DefenceNews/MilitaryOperations/HmsGloucesterFoilsDrugSmugglers.htm> & « SOCA welcomes 'milestone' in West Africa's fight against drugs », Serious Organised Crime Agency (Royaume-Uni), 3/09/10, <http://www.soca.gov.uk/news/270-soca-welcomes-milestone-in-west-africas-fight-against-drugs>.

159. « La situation des drogues en Mauritanie », dialogues, propositions, histoires pour une citoyenneté mondiale (dph, Paris), citant l'Observatoire géopolitique des drogues, novembre 1994, <http://base.d-p-h.info/fr/fiches/premierdph/fiche-premierdph-2016.html>.

Multiples saisies

Ainsi, en 2002, partie de Nouadhibou, son port d'attache, une puissante vedette a été interceptée par une patrouille franco-espagnole, alors qu'elle s'apprêtait à récupérer 2 tonnes de cocaïne d'un navire en provenance d'Amérique latine. Quatre ans plus tard, un « groupe de jeunes Mauritaniens » aurait détourné en pleine mer un cargo colombien contenant plus de 8 tonnes de cocaïne¹⁶⁰. Selon une autre source, c'est « vraisemblablement plus d'une tonne » que ces jeunes de Nouadhibou, deuxième ville du pays, aurait détournée, la revendant à leur seul profit et bénéficiant de « complicités au sein des services de sécurité locaux »¹⁶¹.

En mai 2007, à l'aéroport de Nouadhibou, 630 kg de cocaïne ont été saisis lors du déchargement d'un Cessna qui avait quitté, selon l'enregistrement GPS de l'appareil, une petite piste d'atterrissage au Venezuela. Sept personnes ont immédiatement été arrêtées, dont un ancien prisonnier politique mauritanien, deux pilotes français et un Marocain, mais le cerveau présumé de l'affaire, Sidi Mohamed Ould Haidalla, fils aîné du colonel Haidalla qui a dirigé le pays dans les années 1980, ainsi que deux pilotes belges, ont réussi à prendre la fuite¹⁶². Contrairement aux affirmations de la presse française¹⁶³, Ould Haidalla n'avait pas fui dans des territoires contrôlés par le Front Polisario, puisqu'il a été arrêté en juillet 2007 à Agadir (Maroc), en possession de 18 kg de cocaïne, conditionnée en briques identiques à celles retrouvées à Nouadhibou. Les autorités marocaines l'ont condamné, en octobre 2008, à sept ans de prison et n'ont pas donné suite à la demande d'extradition de la Mauritanie¹⁶⁴. Dans ce pays, l'enquête policière a

160. « En Mauritanie, un trafic de cocaïne éclabousse des notables », *Libération* (Paris), 25/05/07, <http://www.liberation.fr/monde/0101103190-en-mauritanie-un-traffic-de-cocaine-eclabousse-des-notables>.

161. « Le Sahel comme espace de transit des stupéfiants. Acteurs et conséquences politiques », Julien Simon, Hérodote, 2011/3 n° 142, p. 133.

162. Cocaine trafficking in Western Africa, UNODC, *op. cit.*, p. 9 ; « En Mauritanie, un trafic de cocaïne éclabousse des notables », *Libération*, *op. cit.* & « J.P. Vivenot : 'Je suis un otage de l'état mauritanien' », Blog « Cheikh », 28/08/07, <http://contre-x.blogspot.com/2007/08/jp-vivenot-je-suis-un-otage-de-ltat.html>.

163. « En Mauritanie, un trafic de cocaïne éclabousse des notables », *op. cit.*

164. « Coke en stock (VII) : en Mauritanie, même avion, même procédé », *centpapiers.com*, 28/10/10, <http://www.centpapiers.com/coke-en-stock-vii-en-mauritanie-meme-avion-meme-procede/42672> & « Ould Haidallah joue la fraternité pour libérer son fils », *Maghreb Intelligence*, 23/06/10,

également révélé la complicité d'un officier local d'Interpol, Sid'Ahmed Ould Taya, parent d'un autre ancien président¹⁶⁵. Les 630 kg de cocaïne, d'une valeur commerciale de près de 30 millions d'euros, ont été détruits par voie d'incinération une quinzaine de jours après leur saisie. En outre, la police mauritanienne a saisi près d'un million d'euros en liquide, ainsi que d'un avion et d'un hélicoptère, des véhicules et des domaines fonciers, appartenant essentiellement à Ould Haidalla¹⁶⁶. En juillet 2007, la justice mauritanienne inculpait 13 personnes dans le cadre de cette affaire, 12 Mauritaniens et un Franco-Libanaï¹⁶⁷.

En juin 2007, les autorités espagnoles ont saisi 800 kg de cocaïne dans un avion immobilisé aux Iles Canaries. L'appareil aurait décollé du Sahara, à proximité de la frontière entre la Mauritanie et le Sahara occidental¹⁶⁸. Trois mois plus tard, 830 kg étaient découverts dans un minibus à Nouakchott, ce qui mena d'abord à l'arrestation de 5 personnes, deux Mauritaniens, deux Marocains et un Sénégalais¹⁶⁹, puis de 4 autres, dont un Mexicain et un Espagnol¹⁷⁰. La drogue a été détruite quelques jours plus tard, en même temps que « 9 tonnes de produits alcoolisés »¹⁷¹.

<http://www.maghreb-intelligence.com/mauritanie/179-ould-haidallah-joue-la-fraternite-pour-liberer-de-son-fils.html>.

165. « Le Sahel comme espace de transit des stupéfiants. Acteurs et conséquences politiques », Hérodote, op. cit. & Cocaine trafficking in Western Africa, UNODC, op. cit., p. 10.

166. « Destruction de 630 kg de cocaïne en Mauritanie », *Union des Forces de Progrès (Nouakchott)*, citant APA, 18/05/07, <http://ufpweb.org/fr/spip.php?article206> & « Ould Haidallah joue la fraternité pour libérer son fils », *Maghreb Intelligence*, op. cit.

167. « Un sénégalais arrêté en Mauritanie pour trafic de 830 kg de cocaïne », *rewmi.com* (Dakar), 14/08/07, http://www.rewmi.com/Un-senegalais-arrete-en-Mauritanie-pour-traffic-de-830-kg-de-cocaine_a3457.html.

168. Cocaine trafficking in Western Africa, UNODC, op. cit., p. 9.

169. Cocaine trafficking in Western Africa, UNODC, op. cit., p. 15 ; « Mauritanie : Plus de 800 kg de cocaïne saisis », *Djazair* (Alger), 14/08/07, <http://www.djazair.com/fr/liberte/81631> ; « Saisie record de drogue à Nouakchott », *RFI*, 14/08/07, http://www.RFI.fr/actu/fr/articles/092/article_55234.asp & « Un sénégalais arrêté en Mauritanie pour trafic de 830 kg de cocaïne », *rewmi.com*, op. cit.

170. « Enquête sur la saisie de 830 kg de Cocaïne : Arrestation d'un Espagnol et d'un Mexicain en Mauritanie », *infosbladi.com* (Maroc), 16/08/07, www.infosbladi.com/articles-2145.html & « Opérations antidrogue : Rappel des faits marquants », *Cridem* (Nouakchott), 27/11/08, <http://www.cridem.org/imprimable.php?article=25175>.

171. « 830 kg de cocaïne partent en fumée, dans les environs de Nouakchott », *E-Mauritanie.net*, citant APA, 19/08/07, http://archives.e-mauritanie.net/mauritanie-detail_la_une.php?p=4084.

Condamnations et libérations anticipées

En février 2010, un tribunal de Nouakchott a condamné pour trafic international de cocaïne, apparemment pour leur implication dans l'affaire du minibus, mais aussi pour avoir voulu aménager une piste d'atterrissage dans le désert pour accueillir les appareils chargés de drogue, six Mauritaniens, ainsi qu'un Français, Eric Walter Amegan, désigné comme chef du réseau, à quinze ans de prison chacun. L'ancien représentant d'Interpol, Sid'Ahmed Ould Taya, figurant également parmi les inculpés, a été innocenté pour le trafic de drogue, mais condamné à sept ans de prison pour coups et blessures et non-dénonciation de crime. Dix-sept autres accusés ont été relaxés. Notons qu'Eric Walter Amegan, disposant vraisemblablement d'une seconde nationalité togolaise ou congolaise, avait été arrêté au Sénégal en décembre 2008, puis extradé, et qu'il était défendu par deux célèbres avocats français, Jacques Vergès et Eric Dupond-Moretti. Immédiatement après le verdict, il bénéficia d'une grâce présidentielle réduisant de cinq ans sa peine de prison¹⁷².

Cette affaire était cependant loin d'être close puisque, le 11 juillet 2011, Walter Amegan a été acquitté par la Cour d'appel de Nouakchott, ainsi que plusieurs co-accusés, dont Ould Taya. Début septembre, la Cour suprême annulait à son tour la décision, radiant le président de la Cour d'appel et ordonnait la remise en prison des prévenus¹⁷³. Cependant, Walter Amegan n'avait pas attendu ce dernier rebondissement pour prendre la poudre d'escampette (il aurait été repéré au Sénégal) et c'est par contumace qu'il a été rejugé, en compagnie de quatre coaccusés mauritaniens, par une Cour d'appel reconstituée et condamné à dix ans de prison¹⁷⁴.

172. « Mauritania police chief jailed over cocaine ring », *BBC News*, 12/02/10, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/8512195.stm> ; « Quinze ans de prison pour six Mauritaniens et un Français », *RFI*, 12/02/10, <http://www.RFI.fr/contenu/20100212-quinze-ans-prison-six-mauritaniens-francais> ; « Inusable Jacques Vergès ! », *Jeune Afrique*, 10/02/10, <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2561p0008-009.xml4/justice-proces-cocaine-flni-nusable-jacques-verges.html> & « Mauritanie : un trafiquant de drogue français en cavale », *RFI*, Le blog de Christophe Champin, 16/09/11, <http://afriquedrogue.blogs.RFI.fr/article/2011/09/16/mauritanie-un-trafiquant-de-drogue-francais-en-cavale>.

173. « Mauritanie : un trafiquant de drogue français en cavale », *RFI*, Le blog de Christophe Champin, op. cit.

174. « Drogue en Mauritanie : Cinq personnes condamnées en appel, dont quatre par contumace », *RFI*, Le blog de Christophe Champin,

AQMI et Polisario

Après 2007, si plusieurs saisies de quelques dizaines de kg de cocaïne ont été enregistrées¹⁷⁵, l'ampleur des trafics semble avoir néanmoins nettement baissé. Ainsi, en 2010, les autorités mauritaniennes ont opéré près de 276 arrestations de trafiquants de drogue, dont 202 ressortissants étrangers.

Mais, au total, seuls 20 kg de cocaïne ont été saisis. Parmi ces saisies, serait vraisemblablement incluse cette « importante quantité de drogue » capturée par l'armée mauritanienne au terme d'un échange de tirs avec des trafiquants dans la région de Lemzarrab (nord du pays) à la fin février 2010. Trois d'entre eux ont été tués, tandis que 18 – de nationalités algérienne, malienne et mauritanienne – étaient arrêtés. Selon la télévision de Nouakchott, cet accrochage a démontré les liens existant entre narcotraffiquants et islamistes armés, car le groupe démantelé aurait constitué une katiba (unité) d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)¹⁷⁶.

En décembre 2010, une autre fusillade, entre l'armée mauritanienne et des trafiquants sahraouis dans l'est du pays, près de la frontière malienne, semblait révéler un autre pan de la « cocaine connection », impliquant cette fois le Front Polisario. Deux trafiquants auraient été tués et sept capturés, dont Soultani Ould Ahmadou Ould Baddi et d'autres cadres du Polisario. Cette prise semblait intéresser au plus haut point les États-Unis, qui envoyaient à Nouakchott des enquêteurs de la DEA et de la *Central Intelligence Agency* (CIA). L'Algérie aurait demandé la libération des sept hommes, arguant qu'ils étaient en mission d'infiltration des milieux du narcotrafic et chargés

d'établir des liens avec AQMI¹⁷⁷.

Cependant, si la Mauritanie semble vouloir se faire passer pour un adepte zélé de la lutte antiterroriste et antistupéfiants, les affaires de 2007 et leurs suites judiciaires, caractérisées par des complicités de haut niveau et des décisions apparemment incohérentes de la justice, laissent planer des doutes sur la sincérité et l'efficacité des autorités mauritaniennes¹⁷⁸.

Mali

Jusqu'en 2008, grâce à son caractère enclavé, le Mali semble avoir été délaissé par les narcotraffiquants latino-américains, ceux-ci privilégiant logiquement le transport maritime.

Saisies

Cependant, l'aéroport de Bamako est devenu un point de transit particulièrement prisé par les passeurs tentant leur chance dans des vols commerciaux. Ainsi, en octobre 2007 à Schiphol (Amsterdam), 22 personnes détenant de la cocaïne ont été arrêtées à l'arrivée d'un vol de Bamako via Tripoli. La grande majorité d'entre elles étaient nigérianes et domiciliées en Espagne¹⁷⁹. Entre janvier 2006 et mai 2008, 254 kg de cocaïne ont été saisis en Europe à l'arrivée de vols en provenance du Mali, ce qui situe le pays à une 4^e place ouest-africaine. Au niveau du nombre de passeurs arrêtés à l'arrivée en Europe, l'aéroport de Bamako fournissait même le second contingent ouest-africain, surpassé uniquement par celui de Conakry, soit un classement très disproportionné par rapport à l'importance du trafic aérien entre le Mali et l'Europe¹⁸⁰.

<http://afriquedroque.blogs.RFI.fr/article/2012/01/13/dro-gue-en-mauritanie-cinq-personnes-condamnees-en-appel-dont-quatre-par-contumace>.

175. Voir, par exemple, « Importante saisie de drogue en Mauritanie », *Afrik.com*, 5/04/08, <http://www.Afrik.com/breve12928.html> & « Saisie de 18 kilos de cocaine en Mauritanie », *Kassataya.com* (Nouakchott), citant PANA, 17/08/10, <http://kassataya.com/societe/saisie-de-18-kilos-de-cocaine-en-mauritanie>.

176. « Mauritanie: L'armée fait trois morts et dix-huit prisonniers suite à un accrochage », *algerlablanche*, citant *Xinhua*, 28/02/10, <http://www.algerlablanche.com/news/index.php?mauritanie-l-armee-fait-trois-morts-et-dix-huit-prisonniers-suite-a-un-accrochage> & « Mauritanie: 18 présumés trafiquants de drogues capturés en février ont été présentés devant le parquet », *Le Quotidien du Peuple* en ligne, citant *Xinhua*, 30/03/10, <http://french.peopledaily.com.cn/International/6934971.html>.

177. « Sahara: démantèlement d'un important réseau de trafic de drogue », *AFP*, 20/12/10, <http://www.google.com/hostednews/AFIP/article/ALeqM5jMF75IdgZyoL6wtN9fODhCoZnmSg?docId=CNG.f129ca9127f6f60cfad6740b626c646d.9d1> & « Polisario et narcotrafic : Une équipe de la CIA et DEA débarque à Nouakchott », *Sahel Intelligence*, 21/12/10, http://sahel-intelligence.com/index.php?option=com_content&view=article&id=149:polisario-et-narco-traffic-une-equipe-de-la-cia-et-dea-debarque-a-nouakchott&catid=18&Itemid=149.

178. « Le Sahel comme espace de transit des stupéfiants. Acteurs et conséquences politiques », Hérodote, *op. cit.* p. 133-134.

179. Le trafic de drogue comme menace à la sécurité en Afrique de l'Ouest, ONUDC, *op. cit.*, p. 16.

180. Le trafic de drogue comme menace à la sécurité en Afrique de l'Ouest, ONUDC, *op. cit.*, p. 17 & 19.

La cocaïne transitant par l'aéroport de Bamako arrivait notamment de Guinée, comme en témoignent les 116 kg saisis fin décembre 2007 dans un véhicule à la frontière terrestre entre les deux pays, faisant suite à une saisie de 35 kg au même poste-frontière le mois précédent¹⁸¹. Mais il ne s'agit probablement pas de la seule route que la cocaïne emprunte dans ce pays, comme tend à l'indiquer la saisie, quelques jours plus tard, de 750 kg à Tinzaouatine, localité située en plein Sahara, à la frontière algérienne. À l'issue d'une fusillade avec les forces de sécurité maliennes, les contrebandiers ont abandonné deux véhicules tout-terrain et leur cargaison pour fuir en Algérie avec leurs blessés dans un troisième véhicule¹⁸².

Air-cocaïne

Alors que certains indicateurs suggéraient une diminution globale du trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest, on a découvert, en novembre 2009 près de Tarkint (au nord de Gao), la carcasse calcinée d'un Boeing 727 ayant vraisemblablement transporté plusieurs tonnes de cocaïne avant d'être incinéré par les trafiquants. L'appareil avait décollé du Venezuela, près de la frontière colombienne, et avait Praia (Cap-Vert) comme destination officielle. Cette affaire, surnommée « Air-cocaïne », laisse supposer que, loin d'avoir abandonné la sous-région, les narcotraffiquants ont plutôt changé leurs méthodes d'acheminement de la drogue¹⁸³. En effet, plusieurs autres affaires similaires ont été signalées durant les semaines suivantes : fin janvier 2010, selon l'ONUDC, un autre appareil, un Beech Craft BE 300, également en provenance du Venezuela, transportant probablement de la cocaïne, se serait posé clandestinement au Mali près de la frontière mauritanienne¹⁸⁴. Le même jour, un appareil chargé de cocaïne se serait posé près de Tombouctou. Au début février, un avion aurait

déchargé 4 tonnes de cocaïne dans la région de Kayes (près de la frontière guinéenne). Trois jours plus tard, un autre avion a atterri à Aïn In Esséri, au sud-est de Tinzaouatin, non loin de la frontière avec le Niger. Dans ces deux derniers cas, des notables de Gao et de Tarkint auraient été présents aux atterrissages et, dans celui de Kayes, l'armée aurait elle-même balisé une piste improvisée¹⁸⁵. À la fin février et au début mars, deux autres vols auraient été repérés. Trois jours plus tard, un autre appareil se serait posé dans la zone de Kidal, à l'est du Mali. Cependant, tous ces avions ne seraient pas nécessairement des avions de ligne ayant traversé l'Atlantique. Beaucoup d'entre eux seraient des « petits-porteurs » arrivés de pays voisins, en particulier la Guinée-Bissau¹⁸⁶.

Concernant « Air-cocaïne », après l'interpellation d'une dizaine de personnes, un magistrat malien a finalement inculpé en juin 2011, pour « trafic international de cocaïne », un Malien, un ancien policier espagnol et un pilote français, Eric Vernay, parfois suspecté d'être le « cerveau » de ce vol, tandis que des complicités au sein de l'Agence nationale (malienne) de l'aviation civile (ANAC) étaient évoquées¹⁸⁷. Alors que l'enquête s'intéressait à des ramifications marocaines de l'affaire, on a appris trois mois plus tôt que deux importants suspects, des commerçants maliens, avaient été arrêtés, puis que des pressions avaient été effectuées sur la justice malienne pour les faire libérer¹⁸⁸. Dans ce contexte, l'enquête a donc mis du temps à démarrer. Selon le conseiller politique de l'ambassade des États-Unis à Bamako, citant le sous-directeur de l'ANAC et un responsable de l'UNODC, pendant plus de trois semaines, seule la sécurité d'État malienne (DGSE) aurait été autorisée à se rendre sur le site du Boeing.

181. « Triste fin d'année pour deux trafiquants togolais », *République togolaise*, 31/12/07, <http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Societe/Triste-fin-d-annee-pour-deux-traffiquants-togolais> & Le trafic de drogue comme menace à la sécurité en Afrique de l'Ouest, UNODC, *op. cit.*, p. 18.

182. « Mali cocaine haul after firefight », *BBC News*, 4/01/08, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/7171219.stm>.

183. Le Sahel comme espace de transit des stupéfiants. Acteurs et conséquences politiques », Julien Simon, Hérodote, 2011/3 n° 142, p. 132.

184. « 'Tout le continent est touché par le trafic de drogue', interview de Christophe Champin (RFI), *SlateAfrique* 4/06/11, <http://www.slateafrique.com/2419/toute-l-afrique-est-touchee-par-le-traffic-de-drogue>.

185. « Au Sahel, narcotraffiquants et terroristes se partagent le terrain », *Algeria Watch*, citant *El Watan (Alger)* du 1/11/10, http://www.algeria-watch.org/fr/article/pol/geopolitique/narcotraffiquants_terroristes.htm.

186. Le Sahel comme espace de transit des stupéfiants. Acteurs et conséquences politiques », *op. cit.*, p. 132.

187. « France-Mali: Affaire du cargo de la drogue découvert calciné à Tarkint : La France apporte sa «protection consulaire» à Eric Vernay. Des complicités au sein de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC Mali) », *Togosite.com*, 14/03/11, <http://www.togosite.com/?q=node/618>.

188. « «Boeing de la coke» au Mali: l'enquête progresse malgré les «pressions» », *L'Express* (Paris), 7/06/11, http://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/boeing-de-la-coke-au-mali-l-enquete-progresse-malgre-les-pressions_1000065.html.

Par ailleurs, l'avion aurait, selon les sources, été loué au Venezuela ou appartené à la société *Africa Air Assist*, basée à Dakar¹⁸⁹, bénéficiait d'un certificat de conformité périmé délivré en Arabie saoudite, mais volait sous licence bissau-guinéenne, une licence également périmée depuis plusieurs mois avant ce fameux atterrissage de Tarkint¹⁹⁰. Quant à la cargaison, elle aurait été embarquée à bord de véhicules 4X4 immatriculés au Niger¹⁹¹.

La route du Maroc

Ces affaires de transport aérien ne semblent pas avoir entraîné de diminution du trafic par voie terrestre. Au début 2010, une caravane de trafiquants arabo-touareg transportant de la cocaïne et des armes aurait été attaquée par une bande composée de membres de clans arabo-touareg rivaux dans la région de Kidal (nord-est). En représailles, un notable de la même région a été enlevé, car son fils aurait été à la tête des assaillants. Si le chef traditionnel a été assez rapidement libéré à l'issue de négociations, cette affaire serait révélatrice à la fois de la transformation du nord-Mali en zone de non-droit et d'une montée des tensions intertribales dans cette région¹⁹².

En octobre 2010, 34 personnes ont été arrêtées au Maroc en lien avec un réseau de trafic de drogue. Elles étaient suspectées d'avoir effectué huit voyages entre le Mali et Tanger pour transporter 600 kg de cocaïne¹⁹³. Ces arrestations sont sans doute liées au meurtre, à Bamako en août 2010, d'un Ukrainien (ou un Lituanien, selon le ministre malien de la Justice¹⁹⁴, ou d'un Colombien porteur d'un faux passeport ukrainien, selon d'autres sources¹⁹⁵), suivi

de l'arrestation d'un Vénézuélien, d'un Espagnol et d'un Portugais, interpellés alors qu'ils découpaient à la tronçonneuse le corps de leur victime, puis accusés d'avoir organisé des livraisons, par voie terrestre, de cocaïne du Mali au nord du Maroc, en louant « le savoir-faire d'AQMI sur une partie du parcours de traversée du Sahara ». La drogue était ensuite acheminée en Espagne, par voie maritime ou aérienne¹⁹⁶. Cette affaire pourrait également être liée à « Air-cocaïne », tandis qu'un « consortium espagnol d'investissement », basé à Bamako, semblait à la fois fournir une « couverture » aux trafiquants et leur permettre de blanchir les profits engendrés par le trafic de cocaïne¹⁹⁷.

Bamako vs Polisario

Puis, en décembre 2010, deux jours après l'affrontement armé entre l'armée mauritanienne et de supposés trafiquants membres du Polisario (voir « Mauritanie », *supra*), les forces de sécurité maliennes ont arrêté entre deux et sept membres (selon les sources) de la même bande, faisant dire à un responsable des services chargés de la lutte contre le trafic de drogue à Bamako que les deux pays venaient d'arrêter « les principaux membres d'un des plus importants réseaux de trafiquants de drogue dans le Sahara »¹⁹⁸.

Un autre affrontement armé impliquant le Polisario a eu lieu à proximité de la frontière algérienne en septembre 2011. Selon le gouvernorat de Tombouctou, un groupe armé proche de ce mouvement, à la recherche d'un élu et de deux militaires sahraouis retenus en otages, aurait attaqué un groupe de trafiquants maliens et nigériens convoyant une tonne de drogue (cocaïne et chanvre indien). Quatre trafiquants auraient été tués et les forces de sécurité maliennes auraient tenté d'intervenir pour neutraliser le convoi¹⁹⁹.

189. « Air cocaine : le Mali porte plainte », *Info Matin (Bamako)*, non daté, <http://www.info-matin.com/index.php/politique/7/1503-air-cocaine--le-mali-porte-plainte>.

190. « US embassy cables: Three-week delay for Mali 'drug plane' crash investigation », câble daté du 1/02/10, publié sur le site du *Guardian* le 14/12/10, <http://www.guardian.co.uk/world/us-embassy-cables-documents/246478>.

191. « La véritable histoire de l'avion de la cocaïne », *RFI*, 24/11/09, <http://www.rfi.fr/contenu/20091124-lavion-desert>.

192. « US embassy cables: Cocaine trafficking across northern Mali risks armed conflict », câble daté du 1/02/10, publié sur le site du *Guardian* le 14/12/10, <http://www.guardian.co.uk/world/us-embassy-cables-documents/246471> & « Mali security forces hunt desert drug traffickers », *Radio Netherlands*, citant ANP/AFP, 14/09/11, <http://www.rnw.nl/africa/bulletin/mali-security-forces-hunt-desert-drug-traffickers>.

193. « 'Tout le continent est touché par le trafic de drogue' », *op. cit.*

194. « Air cocaine : le Mali porte plainte », *op. cit.*

195. « Le Mali, carrefour en devenir du trafic de cocaïne »,

Le Monde (Paris), 1-2/01/11.

196. Le Sahel comme espace de transit des stupéfiants. Acteurs et conséquences politiques », Julien Simon, *Hérodote*, 2011/3 n° 142, p. 134-135.

197. « Le Mali, carrefour en devenir du trafic de cocaïne », *Le Monde (Paris)*, 1-2/01/11.

198. « Sahara: démantèlement d'un important réseau de trafic de drogue », *AFP, op. cit.*

199. « Algérie-Mali : Une rixe entre trafiquants de drogue fait quatre morts », *Dernières Nouvelles d'Algérie (DNA)*, citant *AFP*, 12/09/11, <http://www.dna-algerie.com/international/algerie-mali-rix-entre-trafiquants-de-droque-quatre-morts> & Mali security forces hunt desert drug traffickers, *Radio Netherlands*, citant ANP/AFP, 17/09/11, <http://www.rnw.nl/africa/bulletin/mali-security-forces-hunt-desert-drug-traffickers>.

Selon d'autres sources, c'est suite à une mésentente sur le prix et les conditions de livraison de la cargaison – une tonne de cannabis et plusieurs centaines de kg de cocaïne – que les affrontements entre les deux groupes auraient éclaté et que les trois responsables sahraouis auraient été enlevés. Pour obtenir leur libération, le Polisario aurait entamé des négociations avec des chefs tribaux maliens²⁰⁰. Ces négociations n'auraient pas abouti car, en décembre 2011, un commando du Polisario aurait monté une « expédition punitive », tuant un important trafiquant de drogue malien dans la localité d'El Hank (nord du Mali)²⁰¹.

Cette affaire a encore davantage dégradé les relations entre le Front Polisario et le gouvernement malien, qui avait retiré sa reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique en 2009. Bamako accuse le Front d'agir pour le compte d'AQMI et d'être le « principal vecteur » du trafic de drogue et des rapt d'Occidentaux dans le Sahel²⁰², des accusations largement reprises par la presse marocaine²⁰³.

Complicités de haut niveau

Cependant, les connections engendrées par le trafic de cocaïne pourraient être encore bien plus complexes. Selon des Touareg ayant assisté à l'atterrissage du Boeing « Air cocaïne », l'appareil a été « accueilli » par le maire de Tarkint²⁰⁴. Curieusement, il semble que la même personne ait joué un rôle clé dans la libération d'un otage français, suspecté d'être un agent de la DGSE

française²⁰⁵. Cela laisse supposer que le président Amadou Toumani Touré « se trouve redevable » de narcotrafiants l'ayant aidé à faire libérer des otages détenus par AQMI et « accrédite l'hypothèse d'une protection en haut lieu du vol d'« Air Cocaïne » »²⁰⁶. Selon le député Ibrahim Ag Mohamed Saleh, originaire de Bourem, à proximité de Tarkint, les vrais responsables de cette affaire n'ont pas été inquiétés, sous-entendant que la piste mènerait à AQMI, mouvement qui serait protégé par les autorités, en particulier par des milieux proches de la Présidence de la République. Selon le député, qui affirme avoir été menacé de mort par des éléments appartenant aux services de sécurité, « il n'y a pas complicité passive mais active de nos autorités avec les terroristes » et une « protection en très haut lieu pour le trafic de drogue »²⁰⁷. Si, notamment, face aux États-Unis qui forment son armée, le président Toumani Touré se présente comme le meilleur rempart contre le trafic de drogue et le terrorisme²⁰⁸, ces graves allégations ont été relayées par un « haut responsable français » qui, sous le couvert de l'anonymat, a déclaré, à propos des accointances du gouvernement malien avec AQMI et le trafic de cocaïne, que « ce n'est plus de la passivité, c'est de la complicité »²⁰⁹.

Alors qu'une coalition hétéroclite de groupes armés touareg, arabes et/ou islamistes chassait, à partir de la mi-janvier 2012, l'armée malienne de ses positions dans le nord-est malien, des officiers subalternes mécontents s'emparaient, le 22 mars, du pouvoir à Bamako²¹⁰. Alors que les putschistes,

200. « Exclusif : comment le Polisario et les bandes armées maliennes s'affrontent pour le contrôle de la drogue au Sahel », *Sahel Intelligence*, 13/09/11, <http://sahel-intelligence.com/anti-terrorisme/180-exclusif-comment-le-polisario-et-les-bandes-armees-maliennes-saffrontent-pour-le-contrôle-de-la-droque-au-sahel>.

201. « Nord Mali: Le Polisario règle ses comptes », *L'Aube (Bamako)*, 20/12/11, <http://www.laube.ml/2011/12/20/nord-mali-le-polisario-regle-ses-comptes/>.

202. « Polisario- Sahel: les dessous de l'agacement de Bamako », *Sahel Intelligence*, 28/12/11, http://sahel-intelligence.com/index.php?option=com_content&view=article&id=190:polisario-sahel-les-dessous-de-lagacement-de-bamako-&catid=18&Itemid=149.

203. Polisario-Sahel: des morts dans un accrochage armé entre trafiquants de drogue », *Saharanews (Laâyoune, Sahara occidental)*, 13/09/11, http://www.saharanews.org/index.php?option=com_content&view=article&id=266:polisario-sahel-des-morts-dans-un-accrochage-arme-entre-trafiqants-de-droque-&catid=1.

204. « Au Sahel, narcotrafiants et terroristes se partagent le terrain », *Algeria Watch*, op. cit.

205. « L'ex-otage Pierre Camatte, agent de la DGSE ou humanitaire? », *L'Express*, 26/02/10, http://www.lexpress.fr/actualite/politique/l-ex-otage-pierre-camatte-agent-de-la-dgse-ou-humanitaire_851557.html & « Les néocons sont de retour (7) : un gigantesque trafic dissimulé, et une base secrète de plus », *Agora Vox*, 25/01/11, <http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/les-neocons-sont-de-retour-7-un-87074>.

206. « Le Mali, carrefour en devenir du trafic de cocaïne », *Le Monde (Paris)*, 1-2/01/11.

207. « Mali : « Une complicité en haut lieu avec les trafiquants de drogue et Aqmi » », *Jeune Afrique*, 21/11/11, <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20111121180128/>.

208. « US embassy cables: President of Mali links drug trafficking to terrorism », « câble » daté du 1/12/09, publié par *The Guardian* le 14/12/10, <http://www.guardian.co.uk/world/us-embassy-cables-documents/237449?intcmp=239>.

209. « Le Mali complice d'Aqmi? », *L'Express*, 24/11/11, http://www.lexpress.fr/actualite/indiscrets/le-mali-complice-d-aqmi_1054592.html.

210. Voir Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest, Janvier-mars 2012, Julia Dufour, GRIP, http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANA-LYSE/2012/NA_2012-04-02_FR_J-DUFOUR.pdf.

dirigés par le capitaine Sanogo, disaient s'élever contre le manque de moyens accordés aux militaires affrontant les groupes armés et contre le laxisme du président Touré envers AQMI, le coup d'État était interprété par les rebelles touareg et leurs alliés comme un signal pour accélérer leur offensive. En quelques jours, le nord-est, soit plus de la moitié du territoire malien, était entre leurs mains et, le 6 avril, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), composé de Touareg dits « laïcs », proclamait l'indépendance de cette région, correspondant à la zone de transhumance des Touareg à l'intérieur du Mali. Condamnée de toutes parts, y compris par les alliés islamistes et arabes du MNLA, la proclamation d'indépendance est surtout porteuse des germes d'une instabilité à long terme, dont un des facteurs principaux est sans conteste le déversement d'armes et d'hommes rodés à leur usage dans cette partie du Sahel à la suite du renversement du colonel Kadhafi dans la Libye voisine. Le jour-même de son renversement, un quotidien français publiait une interview du président Touré dans laquelle il décrivait son pays comme la victime des « effets collatéraux de la guerre en Libye »²¹¹.

Il n'y a guère de doute que les « effets collatéraux » de l'intervention de l'OTAN en Libye vont continuer à entraîner d'autres bouleversements, et peut-être bien au-delà du Mali. En attendant, alors que le pays est menacé par une famine de grande ampleur, on dispose de peu d'informations sur la poursuite des trafics de cocaïne dans le nord-est malien. La nouvelle, diffusée par un média de Bamako²¹², selon laquelle un avion-cargo qatari a atterri, le 6 avril, à Gao pour y livrer armes et stupéfiants au groupe touareg-salafiste Ansar Dine demande à être vérifiée. Il est davantage vraisemblable que l'instabilité a atteint un point tel que les narcotrafiquants, craignant de se faire voler leur mise par l'un ou l'autre groupe armé, ont provisoirement suspendu leurs opérations²¹³ et

déjà opté pour des routes alternatives.

Niger

Divers indices tendent à montrer que le Niger se trouve à un double carrefour terrestre, « nord-sud » (Nigeria-Maghreb) et « est-ouest » (Tchad-Mali), du trafic de diverses drogues²¹⁴. Ainsi, la cocaïne en provenance du Nigeria serait stockée dans des villes du sud du pays, notamment Zinder²¹⁵.

Cependant, extrêmement peu de saisies de cocaïne ont été rapportées ces dernières années au Niger. Ainsi, en 2009, seuls 209 grammes ont été officiellement saisis sur le territoire nigérien²¹⁶.

Les rares informations disponibles suggèrent pourtant que, comme les autres aéroports de la sous-région, celui de Niamey sert à l'embarquement de passeurs de cocaïne à destination de l'Europe²¹⁷ et qu'un réseau de vente au détail est en place dans la capitale²¹⁸. Des Nigériens revendant de petites doses d'héroïne et de cocaïne ont également été arrêtés à Tamanrasset (sud de l'Algérie) en décembre 2011²¹⁹. Ces quelques informations ont néanmoins la particularité de toutes dater de la fin 2011, laissant supposer qu'un nombre croissant de Nigériens est impliqué dans le trafic de cocaïne.

En fait, il y a tout lieu de craindre que le Niger soit en train de devenir une plateforme du trafic

214. « Poudre blanche et continent noir », Petereit Emilie, *Multitudes* (Paris), 2011/1 n° 44 ; « Le Sahel comme espace de transit des stupéfiants. Acteurs et conséquences politiques », *Hérodote*, op. cit., p. 131 & « Sahara: démantèlement d'un important réseau de trafic de drogue », *AFP*, op. cit.

215. « Le Niger en otage », Centre de recherches sur le terrorisme depuis le 11 septembre 2001 (Paris), novembre 2011, <http://www.recherches-sur-le-terrorisme.com/Documentsterorisme/niger.html>.

216. « Niger : Le commerce de drogue prospère dans une parfaite indifférence », *medianiger.info*, 12/04/11, http://medianiger.info/Index.asp?affiche=News_Display.asp&ArticleID=2253.

217. « Cinq passeurs de cocaïne nigériens ont été appréhendés à l'aéroport d'Alger », *Événements* (Alger), 13/12/11, http://www.evenements.dz/pages/details_articles.php?id=1284&PHPSESSID=03b5a1382e31bd75ae190afd4676ee8e & « Maroc : 8 personnes arrêtées, 8 kilos de cocaïne saisie », *Maghreb Mag.net*, 12/12/11, <http://www.maghrebmag.net/article-maroc-8-personnes-arretees-8-kilos-de-cocaine-saisie-92139475.html>.

218. « Un réseau de trafiquant de la cocaïne opérant à Niamey, démantelé », *Nigerdiaspora*, 3/10/11, citant La Colombe, <http://www.nigerdiaspora.info/actualites-du-pays/economie/8430-un-reseau-de-trafiquant-de-la-cocaine-operant-a-niamey-demantele>.

219. « Six contrebandiers dont cinq étrangers arrêtés à Tamanrasset », *Liberté* (Alger), 22/12/11, <http://www.liberte-algerie.com/actualite/six-contrebandiers-dont-cinq-etrangers-arretees-a-tamanrasset-alors-que-87-g-d-heroine-et-22-6-g-de-cocaine-ont-ete-saisis-168476>.

211. « Aqmi épaulé les rebelles touareg », *Le Figaro*, 22/03/12, <http://www.lefigaro.fr/international/2012/03/14/01003-20120314ARTFIG00773-att-aqmi-epaule-les-rebelles-touareg.php>.

212. « Situation sécuritaire au nord : Le cargo ayant débarqué à Gao serait venu du Qatar », *L'Indépendant*, 24/04/12, repris par *maliweb.net*, <http://www.maliweb.net/news/armee/2012/04/24/article.62363.html>.

213. « Vers un ralentissement du trafic de drogue au Sahel ? », *Sahel Intelligence*, 14/05/12, http://sahel-intelligence.com/index.php?option=com_content&view=article&id=205:vers-un-ralentissement-du-traffic-de-drogue-au-sahel-&catid=18&Itemid=149.

de stupéfiants. Non seulement les narcotrafiquants devraient avoir tendance à se relocaliser au Niger en attendant que la crise malienne prenne un tour moins aigu, mais surtout le dispositif de sécurité mis en place par l'ancien régime libyen a sauté. En particulier, un officier libyen d'origine malienne, le « colonel Nadjim », en charge de la lutte contre les arrivées de drogue en provenance du Niger, a abandonné son poste lors de la chute de Mouammar Kadhafi et serait rentré au Mali, où il aurait contribué à fonder le MNLA²²⁰ (voir Mali, supra). Les trafiquants n'auraient pas tardé à profiter du vide ainsi créé et un vaste système d'échange « armes contre drogue » se serait mis en place aux confins du Niger, du Tchad et de la Libye²²¹. Dans ce pays, et probablement dans d'autres pays du Sahel, les « effets collatéraux » de la chute de Kadhafi ne font que commencer à se manifester...

Burkina Faso

Aucune saisie importante de cocaïne ne semble avoir jamais été enregistrée au Burkina Faso. Le « trafic de fourmi » a été cependant assez intense dans la période 2007-2008. En février 2007, cinq femmes nigérianes, prétendument enceintes, ont été arrêtées alors qu'elles tentaient de faire transiter par le Burkina un total de 49 kg de cocaïne. La drogue aurait été achetée en Guinée et aurait dû être revendue au Nigeria²²². Entre juillet et septembre 2008, les postes-frontière occidentaux du Burkina Faso ont intercepté de nombreux passeurs de cocaïne, en majorité nigériens : là aussi, la drogue provenait apparemment de Guinée ou de Guinée-Bissau et était en route pour le Nigeria²²³.

La cocaïne saisie durant ces deux années, évaluée à un total de 65 kg, a été incinérée en décembre 2008 à Ouagadougou²²⁴.

Comme semble le confirmer l'absence d'information sur d'éventuelles saisies durant les années suivantes et malgré la « montée en puissance » du voisin malien dans cette activité, les douanes et services de sécurité burkinabé ont mis la main sur encore moins de cocaïne dans la période récente. En 2010, ce ne sont que 594 grammes qui auraient été saisis par ces derniers²²⁵.

Pourtant, la cocaïne entre bel et bien dans le pays, puisqu'un foyer relativement important d'usagers subsiste à Ouagadougou, malgré les campagnes de prévention organisées par les autorités. Selon des chiffres officiels, 21 % de tous les patients traités pour toxicomanie dans le pays l'étaient pour leur abus de la cocaïne, soit le pourcentage le plus élevé d'Afrique, après la Namibie²²⁶. Cependant, en l'absence de chiffres complets sur le Burkina Faso (notamment le nombre de toxicomanes) et l'absence pure et simple de statistiques dans bon nombre d'États de la sous-région, il est difficile d'interpréter à sa juste mesure ce chiffre, a priori inquiétant.

220. « Mali : Aqmi et la Touareg Connection », *Le Républicain (Bamako)*, non daté, <http://lerepublicain-mali.com/?q=content/mali-aqmi-et-la-touareg-connection>.

221. « Maghreb : une fenêtre pour le trafic de drogue en Europe », *Voix de Russie*, 5/03/12, <http://french.ruvr.ru/radio-broadcast/5646866/67571489.html> & « Mali-Libye/ Sahel: drogue, armes, Qaïda », *africatime.com*, citant *L'Express* (Paris), 13/10/11, http://www.africatime.com/Mali/nouvelle.asp?no_nouvelle=629197&no_categorie.

222. « Saisie de stupéfiants à Koloko, De la cocaïne en eau minérale », *L'Heure du Temps* (Blog d'Information sur le Burkina Faso), citant *L'Observateur Paalga*, 8/07/08, http://barro.blog4ever.com/blog/lire-article-66428-867153-de_la_cocaine_en_eau_minerale_saisie_de_stupefiant.html & « Saisie de 49 kgs de cocaïne à Faramana », *L'Opinion* n° 497, avril 2007, <http://www.zedcom.bf/actualite/op497/nouvelles.htm>.

223. Le trafic de drogue comme menace à la sécurité en Afrique de l'Ouest, UNODC, *op. cit.* ; « Saisie de stupéfiants à Koloko, De la cocaïne en eau minérale », *op. cit.* ; « Trafic de

drogue : 400 millions de F CFA de cocaïne saisie à Fô », *lefaso.net*, 1/08/08, <http://www.lefaso.net/spip.php?article28191> ; « Burkina Faso: Trafic de drogue - 167 capsules de cocaïne saisies à Fô », *allAfrica*, citant *Sidwaya Quotidien (Ouagadougou)*, 8/08/08, <http://fr.allAfrica.com/stories/200808070946.html> ; « Lutte antidrogue : Saisie de 1,750 Kg de cocaïne au Burkina Faso », *Casafree.com*, citant *Panapress*, 10/09/08, <http://www.casafree.com/modules/news/print.php?storyid=22472> & « Burkina Faso: Trafic de drogue - Saisie simultanée de cocaïne à Koloko et Fô », *allAfrica*, citant *Sidwaya Quotidien*, 10/09/08, <http://fr.allAfrica.com/stories/200809101136.html>.

224. « Burkina Faso: Incinération de drogue saisie par la Douane - Près de 2 milliards de francs CFA partent en fumée », *allAfrica*, citant *L'Observateur Paalga*, 16/12/08, <http://fr.allAfrica.com/stories/200812170309.html>.

225. « Commémoration de la 22e Journée mondiale de lutte contre la drogue : La jeunesse interpellée pour une société sans abus de drogue », *lefaso.net*, 28/06/11, <http://lefaso.net/spip.php?article42736&rubrique4>.

226. World Drug Report 2011, p. 96.

Initiatives régionales de lutte contre la drogue

Outre les organes nationaux et les coopérations bilatérales, généralement entre des pays africains et les États-Unis ou de grands pays européens, la lutte contre le trafic de cocaïne et, plus généralement, de stupéfiants illicites, se déroule également dans un cadre multilatéral et régional.

Plan de la CEDEAO

Parmi ces initiatives, relevons d'abord la conférence ministérielle consacrée au trafic de drogue organisée, en octobre 2008 à Praia (Cap-Vert), par la CEDEAO, en collaboration avec l'ONUDC. Un plan d'action a été adopté à l'issue des travaux²²⁷ et approuvé, à Abuja en décembre 2008, par les chefs d'État et de gouvernements de la sous-région qui en demandaient la mise en œuvre²²⁸. Ce dernier point semblait poser problème car, en juillet 2010, les chefs d'État de la sous-région en étaient toujours à demander la « mise en œuvre rapide et immédiate » du plan d'action²²⁹. Au cours du Sommet d'Abuja, une Déclaration politique a également été adoptée, réaffirmant l'engagement des dirigeants de la sous-région à lutter contre le trafic de stupéfiants et demandant à l'ONUDC de renforcer son assistance technique et d'appuyer la mise en œuvre du Plan d'action régional.

L'appui de l'ONUDC s'est concrétisé, début 2011, par l'édition du document « Programme régional pour l'Afrique de l'Ouest, 2010-2014 », défini comme une « stratégie transversale multi-

latérale fondée sur le principe de la responsabilité partagée ». Le Programme cible la région tout entière (les membres de la CEDEAO ainsi que la Mauritanie) dans ses objectifs, qu'il est prévu de réaliser par le biais de quatre Programmes subsidiaires (Crime organisé, Trafic illicite et Terrorisme ; Justice et intégrité ; Prévention de l'abus de drogues et santé ; Sensibilisation et Recherche) et de Programmes nationaux intégrés (PNI). Les mesures nationales et régionales devraient se renforcer mutuellement, les premières servant de base aux secondes²³⁰.

COCAIR

Visant à améliorer les techniques de détection des stupéfiants et à accroître le volume des saisies dans les aéroports, trois opérations « COCAIR » ont eu lieu entre 2008 et 2011. Organisées à la demande des douanes de pays d'Afrique occidentale et centrale, ces opérations sont coordonnées par l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et financées essentiellement par la Commission européenne. Elles sont précédées de sessions de formation du personnel douanier, auquel est remis du matériel de détection des drogues. Elles consistent en un renforcement des contrôles sur les vols à destination des pays européens ou des grands « hubs » nord-africains, ainsi que sur le fret postal. Si elles visent d'abord à réprimer le trafic illicite de stupéfiants, elles ont également permis de saisir des capitaux suspects, des armes et munitions, des produits de contrefaçon et des objets d'art interdits à l'exportation.

La première de ces opérations, COCAIR I, s'est déroulée du 8 au 14 décembre 2008 et a connu la participation de 15 pays. Elle a notamment permis trois saisies de cocaïne, pour un total d'environ 4,3 kg, ainsi que la prise de quelques centaines de grammes d'héroïne et plusieurs kg de cannabis²³¹.

L'opération COCAIR II s'est déroulée du 14 au 21 juin 2010 dans 25 aéroports internationaux de 20 pays d'Afrique subsaharienne, du Maroc et du Brésil. Elle a permis de confisquer 15 kg de cocaïne

227. « ECOWAS ministerial conference closes today with political declaration and joint plan of action to combat drug trafficking », ASemana (Praia), <http://www.asemana.publ.cv/spip.php?article36699> ; « Un plan d'action pour stopper l'expansion du narcotrafic », RFI, 28/10/08, http://www.RFI.fr/actu/fr/articles/106/article_74078.asp & Regional action plan to address the growing problem of illicit drug trafficking, organised crimes and drug abuse in West Africa, UNODC, <http://www.unodc.org/westandcentralafrica/en/ecowasresponseactionplan.html>.

228. Thirty-fifth ordinary session of the Authority of Heads of State and Government, ECOWAS Commission, Final Communiqué, 19/12/08, http://www.ecowas.int/publications/en/communiqué_final/35eme/comfinal.pdf.

229. Thirty-eighth ordinary session of the Authority of Heads of State and Government, ECOWAS Commission, Final Communiqué, 2/07/10, http://www.ecowas.int/publications/en/communiqué_final/38eme/comfinal.pdf.

230. Programme régional pour l'Afrique de l'Ouest 2010-2014, UNODC, février 2011, http://www.unodc.org/documents/westandcentralafrica/final_e-book_FRENCH.pdf.

231. Conférence de presse, OMD, Dakar, 14/01/09, http://www.wcoomd.org/files/1.%20Public%20files/PDFandDocuments/Press%20releases/COCAIR_presspresentation.pdf.

réparties en 12 prises effectuées dans sept pays, dont cinq d'Afrique de l'Ouest (Nigeria, Sénégal, Ghana, Cap-Vert et Mali), ainsi que 1820 kg de chanvre indien et de plus de 3 tonnes de précurseurs chimiques entrant dans la fabrication de certaines drogues synthétiques²³².

La dernière en date de ces opérations, COCAIR III, a eu pour cadre 25 aéroports internationaux dans 13 pays d'Afrique de l'Ouest, 6 d'Afrique centrale et du Brésil et s'est tenue du 28 novembre au 4 décembre 2011. Elle a notamment permis l'interception de 24,68 kg de cocaïne au cours de 10 saisies, ainsi que de 468 kg de cannabis et de plus de 6 kg d'héroïne²³³. Près d'une cinquantaine de trafiquants de produits divers ont été arrêtés²³⁴. Une quatrième opération COCAIR est prévue dans le courant du 2^e semestre 2012.

Initiative de Dakar

Notons également l'adoption de l'« Initiative de Dakar », le 15 février 2010, par le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. Elle consiste en une feuille de route visant à mettre en place un dispositif de riposte multisectoriel de lutte contre le trafic et la consommation de drogues dans la sous-région. Cette initiative devrait permettre de développer des protocoles d'accord pour une coopération étroite entre les États en matière de criminalité économique financière et de blanchiment d'argent²³⁵.

232. Forum OMD sur la gestion des risques, Opérations antidrogue, OMD, non daté, http://www.wcoomd.org/Risk-ManagementForum_28_%2029June2010/Panel%204/Forum%20Gestion%20des%20Risques%20OMD%20SECK.pdf ; « Des formateurs de douanes formés sur la lutte contre le trafic des stupéfiants », Congo-site, 8/11/11, http://www.congo-site.com/Des-formateurs-de-douanes-formes-sur-la-lutte-contre-le-traffic-des-stupefiants_a10935.html & « Better inter-service and interagency cooperation through a secure and responsive communication system », European Union, External Action, mai 2011, http://eeas.europa.eu/us/events/symposium2011/docs/pierre_bertrand_wco_en.pdf.

233. Operation COCAIR 3, Report, OMD-ONUDC, février 2012, http://www.wcoomd.org/files/1.%20Public%20files/PDFandDocuments/Speeches_Reports/2012/Report_Cocair%203_en.pdf.

234. « La douane et la police s'attaquent aux passeurs de drogue lors d'opérations menées dans les aéroports d'Afrique et du Brésil », Interpol, 13/02/12, <https://www.interpol.int/Public/ICPO/PressReleases/PR2012/pr008FR.asp>.

235. « Afrique-drogue : L'initiative de Dakar ou le temps de l'action contre les narcotrafiquants », La Dépêche Diplomatique Afrique, 15/02/10, http://www.ladepechediplomatique.com/AFRIQUE-DROGUE-L-initiative-de-Dakar-ou-le-temps-de-l-action-contre-les-narcotrafiquants_a325.html & Initiative

AIRCOP et CAAT

Enfin, l'ONUDC, Interpol et l'OMD se sont associées dans le projet AIRCOP, visant à améliorer la communication entre la police et les aéroports de sept pays ouest-africains et du Brésil afin de réprimer le trafic de drogue. Financé par l'Union européenne et le Canada à hauteur de 3,2 millions USD, le projet a commencé à être mis en œuvre par la création d'une première Cellule aéroportuaire anti-trafic (CAAT) à Dakar en octobre 2011. D'autres cellules devraient être établies en Côte d'Ivoire, au Cap-Vert, au Ghana, au Mali, au Nigeria, au Togo et au Brésil. La Guinée et le Maroc ont été invités à joindre le projet dans un futur proche. Ces CAAT sont présentées comme des outils informatiques d'échange d'informations régis par une unité centrale de coordination²³⁶.

de Dakar contre la drogue, Actes de la conférence, <http://dakar-contreladrogue.org/LInitiativeDakar/Actesdelaconference/ta-bid/159/language/fr-FR/Default.aspx>.

236. « Narcotrafic - Une cellule aéroportuaire de lutte installée à Dakar », Le Soleil (Dakar), 27/10/11, http://www.lesoleil.sn/index.php?option=com_content&view=article&id=8565%3Anarcotrafic-en-afrique-de-louest-une-cellule-aeroportuaire-de-lutte-installee-a-dakar&catid=78%3Aa-la-une&Itemid=63 ; « Afrique de l'Ouest: Dakar en première ligne dans la croisade contre la drogue et le crime », Agence de presse sénégalaise, 26/10/11, repris sur allAfrica, <http://fr.allAfrica.com/stories/201110270702.html> & « UNODC establishes airport south-south intelligence to fight drug trafficking between West Africa and Latin America », ONUDC, non daté, <http://www.unodc.org/westandcentralafrica/en/wsaircop.html>.

Conclusion

En moins d'une décennie, l'Afrique de l'Ouest est bien devenue une zone importante de transit de la cocaïne sud-américaine. Par son ampleur et par les plantureuses marges de profit que s'accordent les principaux acteurs de ce commerce, la contrebande de cocaïne est certainement devenue le trafic de stupéfiants le plus déstabilisant de la sous-région. Marqué par une grande capacité d'adaptation, notamment par un changement constant d'itinéraires et de méthodes de transport, le narcotrafic s'avère particulièrement difficile à combattre.

Cependant, même si les « utilisateurs finaux » sont souvent situés en Europe, les effets du trafic de cocaïne sur le développement de l'Afrique de l'Ouest sont multiples et ne devraient pas être sous-estimés²³⁷ :

- Ces trafics entraînent une augmentation de la **corruption**, au sein des forces armées, de la justice, des élites gouvernantes, ébranlant encore plus les fondations d'un État de droit et questionnant sa légitimité aux yeux de la population. Les profits faciles que permet le trafic de cocaïne détournent une partie de la population d'activités socialement utiles, orientées vers le développement. Les forces de sécurité abandonnent leur mission première de protection de la population et de l'État qu'elles sont censées servir pour laisser libre cours à leurs penchants prédateurs.
- Le trafic de cocaïne **fausse le jeu démocratique**. Les moyens énormes des narcotrafiquants leur permettraient d'acheter candidats ou électeurs. Et surtout, comme l'ont montré les événements récents dans des pays comme la Guinée, la Guinée-Bissau ou le Mali, ce trafic influence directement et extrêmement négativement l'évolution politique de ces pays, jusqu'à remettre en question leur souveraineté et menacer leur intégrité territoriale.

- Le trafic de cocaïne est un facteur majeur de **criminalisation** de l'économie. Outre l'impact du blanchiment de l'argent de la drogue, encore trop peu investigué, les associations des narcotrafiquants avec d'autres groupes criminels multiplient leur puissance et leur capacité de nuisance. Quand ces groupes ont également des visées politiques ou adoptent des méthodes terroristes, le cocktail devient particulièrement dévastateur, comme le montre l'évolution du Sahel dont de larges portions échappent à tout contrôle étatique et légal.

- Même si la plus grande part de la cocaïne entrant en Afrique ne fait qu'y transiter, une part croissante est consommée sur place, suscitant de plus en plus de problèmes de **santé publique**. En outre, l'émergence d'une communauté de cocaïnomanes dans des pays au niveau de vie réduit accroît la petite criminalité, menaçant la **cohésion sociale**.

De plus en plus, le « facteur cocaïne » a un impact direct sur l'évolution politique de l'Afrique de l'Ouest et sur la vie de ses habitants. Cependant, il interagit souvent avec d'autres facteurs et est tributaire d'autres événements politiques. Même si les pays les plus gangrénés par le narcotrafic ne sont pas nécessairement ceux qui ont connu les conflits les plus violents, les diverses guerres qui ont ensanglanté la sous-région au cours des dernières décennies ont favorisé la prolifération des **armes** et alimenté une « culture du trafic ». En outre, le renversement du régime libyen par les puissances de l'OTAN et son remplacement par une coalition hétéroclite de groupes armés a, non seulement, induit de gigantesques trafics d'armes, affectant la plus grande partie du continent africain, mais aussi provoqué l'exode de combattants en quête d'opportunités à travers le Sahel et entraîné l'effondrement des « défenses antidroque » qu'avait mises en place ce régime.

Sur le plan de la lutte contre le narcotrafic, force est de reconnaître le rôle dominant des grandes agences internationales (ONUDC, Interpol...) et des puissances occidentales (États-Unis, UE...). Par exemple, les marines française, britannique et espagnole ont exécuté certaines des plus importantes saisies de cocaïne effectuées au large de l'Afrique de l'Ouest. D'importants trafiquants ouest-africains ont été extradés et jugés aux États-Unis, dans des conditions légalement contestables.

237. Voir « Ahmedou Ould Abdallah : 'Beaucoup de dirigeants sont connectés au trafic de drogue en Afrique de l'Ouest' », Afrique drogue, Le blog de Christophe Champin, *RFI*, 3/02/12, <http://afriquedroque.blogs.RFI.fr/article/2012/02/03/ahmedou-ould-abdallah-beaucoup-de-dirigeants-sont-connectes-au-traffic-de-droque-e> » & « L'Afrique envahie par les drogues », Kofi Annan, *Libération*, 9/02/12, <http://www.liberation.fr/monde/01012388748-l-afrique-envahie-par-la-droque>.

Cet intérêt occidental à lutter contre les trafics en Afrique n'est bien sûr pas désintéressé, mais motivé par le désir d'empêcher l'arrivée de ces stupéfiants en Europe ou aux États-Unis. D'autre part, si une forme de collaboration avec les États de destination semble être en place, la lutte anti-cocaïne pourrait être rendue plus efficace si les États ouest-africains renforçaient leur coopération avec les pays de provenance de cette drogue, les trois États andins qui la produisent, mais aussi le Brésil et le Venezuela, d'où appareillent souvent les avions et bateaux qui la transportent. Enfin, si un soutien technique dans le sens nord-sud est certainement nécessaire, il ne devrait pas se substituer à l'indispensable appropriation de la lutte antidrogue par les services nationaux des États ouest-africains. Car, en fin de compte, c'est la survie-même de ces États que menace le développement des narcotrafics, et non celle des États occidentaux.

LES RAPPORTS DU GRIP

- 2/07 **La Convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre - Analyse et recommandations pour un plan d'action**, Ilhan Berkol, 55p., 9 euros.
- 3/07 **Afrique de l'Ouest - L'harmonisation des législations nationales sur les armes légères - Burkina Faso**, Luz Marius Ibriga et Salamane Yameogo, 24p., 6 euros.
- 4/07 **Radiographie de l'industrie d'armements en Belgique**, Clément Dumas et Luc Mampaey, 44p., 8 euros.
- 5/07 **Le traité de Lisbonne et l'action extérieure de l'Union européenne**, Federico Santopinto, 25p., 6 euros.
- 6/07 **La gestion administrative des armes en Belgique – Les documents concernant l'exportation, l'importation, le transit et la détention**, Pierre Martinot, 32 p., 8 €
- 7/07 **Dépenses militaires et transferts d'armements conventionnels**. Compendium 2008, Luc Mampaey, 38 p., 8 €
- 8/07 **La législation américaine sur les transferts d'armes – Quels contrôles pour le premier exportateur mondial ?**, Caroline Pailhe, 24 p., 6 €
- 1/08 **La décentralisation en RDC : enjeux et défis**, Michel Liégeois, 20 p., 6 €
- 2/08 **Côte d'Ivoire – La paix malgré l'ONU ?**, Xavier Zeebroek, 38 p., 8 €
- 3/08 **Les munitions au cœur des conflits – État des lieux et perspectives**, Pierre Martinot, collab. I. Berkol et V. Moreau, 36 p., 7€
- 4/08 **La problématique destination et utilisation finales dans les exportations d'armement**, Damien Callamand, 30 p., 7€
- 5/08 **La mission des Nations unies au Congo – Le laboratoire de la paix introuvable**, Xavier Zeebroek, 30 p., 6 €
- 6/08 **Sécurité collective et environnement – Changements climatiques et dégradation de l'environnement, nouveaux enjeux des relations internationales**, Patrice Bouveret et Luc Mampaey (éd.), 50 p., 8,50 €
- 7/08 **Le commerce extérieur des armes dans le fédéralisme belge**, Romain Leloup, 38 p., 7 €
- 8/08 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2009**, Luc Mampaey, 32 p., 7 €
- 9/08 **La traçabilité des munitions**, Pierre Martinot et Ilhan Berkol, 26 p., 6 €
- 1/09 **Les armes nucléaires de l'OTAN – Fin de partie ou redéploiement ?**, Jean-Marie Collin, 20 p., 6 €
- 2/09 **La politique pyromane de Washington - Les transferts militaires des États-Unis vers le Moyen-Orient**, Caroline Pailhe, 56 p., 9 €
- 3/09 **Le traité de Pelindaba - L'Afrique face aux défis de la prolifération nucléaire**, Cédric Poitevin, 40 p., 7 €
- 4/09 **Contrôles post-exportation lors des transferts d'armement - Preuve d'arrivée et monitoring d'utilisation finale**, Ilhan Berkol et Virigine Moreau, 40 p., 8 €
- 5/09 **La réforme du secteur de la sécurité en République centrafricaine - Quelques réflexions sur la contribution belge à une expérience originale**, Marta Martinelli et Emmanuel Klimis, 38 p., 8 €
- 6/09 **Darfour. Mission impossible pour la MINUAD?**, Michel Liégeois, 30 p., 6 €
- 7/09 **RD Congo. Ressources naturelles et violence. Le cas des FDLR**, Brune Mercier, 22 p., 5 €
- 8/09 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes - Compendium 2010**, Luc Mampaey, 40 p., 8 €
- 9/09 **La Convention sur les armes à sous-munitions - Un état des lieux**, Bérangère Rouppert, 28 p., 6 €
- 10/09 **L'Union européenne et les armes légères - Une pluralité de politiques pour une problématique globale**, Hadrien-Laurent Goffinet (avec la collaboration de Virigine Moreau), 28 p., 6 €
- 11/09 **Le contrôle du courtage des armes légères - Quelle mise en oeuvre au sein de l'UE?**, Virginie Moreau et Holger Anders, 32 p., 6 €
- 12/09 **Le contrôle du transport aérien des armes légères - État des lieux et défis**, Jihan Seniora, 32 p., 6 €
- 1/10 **Recueil des articles concernant la politique extérieure de l'UE**, Federico Santopinto, 66 p., 10 €
- 2/10 **La guerre en sous-traitance – L'urgence d'un cadre régulateur pour les sociétés militaires et de sécurité privées**, Luc Mampaey et Mehdi Mekdour, 32 p., 6 €
- 3/10 **La gestion des frontières terrestres et le trafic illicite transfrontalier des armes légères**, Jihan Seniora et Cédric Poitevin, 24 p., 6 €
- 4/10 **Conférence de révision 2010 du Traité de non-prolifération - Succès et désillusions d'une nouvelle dynamique de désarmement nucléaire**, Mehdi Mekdour et Bérangère Rouppert, 32 p., 7 €
- 5/10 **Contrôle des transferts d'armes – L'exemple des États francophones d'Afrique subsaharienne**, Virginie Moreau, Cédric Poitevin et Jihan Seniora, 34 p., 7 €
- 1/11 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2011**, Luc Mampaey, 44 p., 8 €
- 2/11 **La privatisation de la propagande américaine en Afghanistan et en Irak**, Rendon Group, Arnaud Simonis, 24 p., 6 €
- 3/11 **L'ONU et le contrôle des embargos sur les armes – Entre surveillance et vérification**, Virginie Moreau, 28 p., 6 €
- 4/11 **La Mission des Nations unies en RD Congo – Bilan d'une décennie de maintien de la paix et perspectives**, Xavier Zeebroek, Marc Memier et Pamphile Sebahara, 40 p., 8 €
- 5/11 **Transparence en matière de transferts d'armements – Quelles responsabilités pour les États ?**, Jihan Seniora, 34 p., 7 €
- 6/11 **Le traité sur le commerce des armes – Les enjeux pour 2012**, Virginie Moreau, 34 p., 7 €
- 1/12 **La Côte d'Ivoire un an après – Rétrospective sur cinq mois de crise électorale, ses impacts et ses questionnements**, Bérangère Rouppert, 36 p., 7 €

PANORAMA DU TRAFIC DE COCAÏNE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Au cours de la dernière décennie, le trafic de cocaïne s'est imposé comme une activité illicite majeure en Afrique de l'Ouest. Son potentiel déstabilisateur a été illustré récemment par les événements du Mali et de Guinée-Bissau. Cet impact est dû à l'implication de hauts gradés des forces de sécurité, de représentants des élites dirigeantes, de groupes armés, à visée politique ou purement criminelle. Tous ces acteurs sont connectés, directement ou indirectement, à une armada de trafiquants « professionnels » camouflés en opérateurs économiques.

Après être arrivée, par air ou par mer, d'Amérique du Sud, la plus grosse partie de la cocaïne quitte rapidement l'Afrique de l'Ouest pour l'Europe, où le nombre d'usagers de cette substance est en hausse continue. Afin d'esquiver les contrôles, les trafiquants ne cessent de varier leurs itinéraires et méthodes de transport. Longtemps le « privilège » des États côtiers, le transit de cocaïne s'est développé, à partir de 2009, dans les pays enclavés du Sahel, en particulier le Mali, où se conjuguent des immensités désertiques difficiles à surveiller, des pouvoirs centraux faibles et corrompus, et une floraison de groupes armés en quête de revenus pour s'armer et contrôler des territoires plus étendus. Dans ce contexte, la désagrégation de l'État libyen profite aux trafiquants, qui non seulement se voient gratifiés d'immenses stocks d'armes à prix réduits, mais aussi de la suppression des stricts contrôles que le régime précédent exerçait sur son flanc saharien.

Cette étude aborde les principaux événements liés au trafic de cocaïne dans les quinze États membres de la CEDEAO, ainsi qu'en Mauritanie, et offre un aperçu des principales initiatives régionales lancées pour combattre les trafics transfrontaliers de stupéfiants. Elle analyse enfin les effets du trafic de cocaïne sur le développement des sociétés ouest-africaines et évoque quelques défis auxquels est confrontée la lutte contre cette forme de criminalité.

Georges Berghezan est chercheur au GRIP.